Réalisé par :

« ERAIFT »

Ecole Régionale Post-universitaire
d'Aménagement et de Gestion Intégrés
des Forêts et Territoires Tropicaux
Université de Kinshasa
B.P. 15 373
République Démocratique du Congo

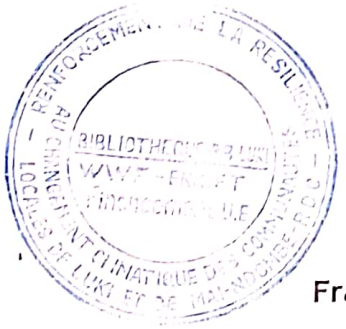
Financé par:

World Wide Fund For Nature
Programme pour la RDC

WWF for a living planet

RESERVE DE BIOSPHERE DE LUKI, BAS-CONGO

Les enjeux de gestion dans un contexte de bonne gouvernance environnementale



Par

François KAPA BATUNYI, Ing.f. ; Msc.
(Doctorant)

Décembre 2004

Scanné avec CamScanner

TABLE DES MATIERES

RENFORCEMENT DE LA RESILIENCE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE DES COMMUNAUTES LOCALES DE LUKI ET DE MALANDOMBE-RDC
BIBLIOTHEQUE
WWF - ERAIFT
Financement U.E

Page

REMERCIEMENTS i

RESUME ii

CHAPITRE 1. GENERALITES 1
1.1. Contexte du travail 1
1.2. Approche méthodologique 1
1.3. Origine et objectifs initiaux de la Réserve 2
1.4. Acquis antérieurs 2
1.4.1. Constituants biophysiques 2
1.4.2. Infrastructures sociales et Administratives 5

CHAPITRE 2. GESTION DE LA STATION 7
2.1. Autorité de gestion 8
2.2. Principaux problèmes de gestion 8
2.2.1. Incompatibilité et incompréhension des mandats des institutions opérant sur le terrain 11
2.2.2. Faiblesse de l'autorité locale de gestion 13
2.2.3. Personnel peu formé et peu outillé aux activités de conservation 13
2.2.4. Démotivation général du personnel de terrain 14
2.2.5. Manque manifeste d'un programme de terrain 14
2.2.6. Non implication des parties prenantes dans la gestion 15
2.2.7. Remise en cause perpétuelle des droits de propriétés acquis 16

CHAPITRE 3. STRATEGIE POUR UNE AMELIORATION DE LA GOUVERNANCE 18
3.1. Clarification des cadres institutionnel et juridique 18
3.1.1. Cadre Institutionnel 18
3.1.2. Cadre juridique 18
3.2. Conservation de la diversité biologique 20
3.3. Renforcement des capacités de gestion 20
3.4. Implication des parties prenantes dans la gestion de la Réserve 21
3.5. Valorisation de la Réserve 22

CHAPITRE 4. ALTERNATIVES ET SCENARII DE GESTION POSSIBLES 23
Scénario 1 : « Garder le statu quo » 23
Scénario 2 : « Restituer à l'INERA son patrimoine » 24
Scénario 3 : « Faire évoluer la structure de gestion vers un Etablissement Public d'Intérêt Collectif (EPIC) » 26

CHAPITRE 5. SCENARIO PRIVILEGIE ET PROGRAMME DE MISE EN ŒUVRE 29
Tableau 1 : Synthèse du programme de mise en œuvre de la phase 1 (1an) 31
Tableau 2 : Synthèse du programme de mise en œuvre de la phase 2 (5ans) 32

CONCLUSION 34

ANNEXES

1. Extrait de l'arrêté portant création du Programme National MAB 35
2. Projet de convention de collation INERA - MAB 36
3. Copie de la lettre du Ministre de Recherche Scientifique à l'INERA 44
4. Liste du personnel local du projet MAB/LUKI 45
5. Situation salariale des agents MAB/Luki en septembre 2004 46
6. Prime de FRCF octroyée aux cadres et agents du Secrétariat MAB au mois de juin 2004 47
7. Situation de paie exercice 2004 pour le personne de l'INERA/Luki 48
8. Principaux ouvrages consultés 52
9. Panorama des quelques infrastructures sociales de la Réserve 53

Scanné avec CamScanner

REMERCIEMENTS

Ce travail n'aurait pu se réaliser sans l'assistance et l'appui du « World Wide Fund For Nature/R.D.C. » qui, conscient de la nécessité de réhabiliter ce site en péril, y a mis des moyens conséquents.

Nous apprécions par ailleurs la bonne volonté et la coopération de toutes les personnes ressources et des organismes impliquées dans la conservation des ressources naturelles qui aussi, par leurs sages conseils et leurs suggestions, nous ont aidé à aborder l'étude avec objectivité et à proposer des solutions réalistes, et même parfois courageuses, allant dans le sens de l'amélioration de la Gouvernance de ce site.

Nous comprenons que les différentes propositions faites dans le cadre du changement envisagé ne puissent rencontrer l'assentiment de toutes les parties en présence. Puisque c'est le prix à payer, nous en appelons à une compréhension mutuelle.

Aux autorités de l'ERAIFT, nous exprimons toute notre reconnaissance et notre gratitude pour la confiance placée en nous confiant la conduite de cette étude.

Enfin, nous remercions Madame Toto Semangaya pour la saisie et la mise en forme du texte ainsi que l'insertion des photos gracieusement offertes par notre collègue Laurent Nsenga.

Scanné avec CamScanner

RESUME

La Réserve de Luki, située dans le District de Bas-fleuve, province du Bas-Congo, a été instituée en 1937 comme domaine boisé de l'Etat, géré par l'Institut National d'Etudes Agronomiques au Congo (INEAC). En 1979, le site a été reconnu comme Réserve de biosphère et sa gestion transférée au Comité National MAB jusqu'à ce jour.

D'une superficie d'environ 33000 hectares, elle constitue le prolongement de la pointe méridionale extrême de la flore du Mayombe dont elle reste l'unique échantillon représentatif après une surexploitation pour la production industrielle de bois d'œuvre destiné à l'exportation dans cette contrée proche des voies de sortie.

Actuellement, cette aire protégée est en proie à une exploitation abusive de ses ressources qui met ainsi en péril son intégrité et compromet son existence. A L'origine de cette situation l'on note, outre le manque chronique des moyens, une gestion bicéphale entre les deux institutions présentes, INERA et MAB, sans aucune possibilité de cohérence et de synergie, mettant ainsi ce site dans un état apparent d'un bien sans maître.

Partant de ce diagnostic sombre sur l'avenir de cette aire protégée, l'étude trace des axes stratégiques pour une amélioration de la Gouvernance et propose des alternatives de gestion dans un contexte bonne gouvernance sous forme de 3 scenarii : *(i) garder le statu quo ; (ii) rétrocéder ce patrimoine à l'INERA et ; (iii) procéder à un changement radical dans le mode de gestion, en faisant évoluer la structure de gestion vers un établissement public d'intérêt collectif sous gestion de l'ICCN.*

Pour ce dernier scénario, apparu comme le plus plausible pour la réhabilitation de ce site et l'amélioration de la gouvernance, un programme d'actions pré-requises à mettre en œuvre est proposée en deux phases : *(i) une première d'un an maximum, consacrée à la mise en place des réformes proposées du point de vue essentiellement institutionnel et juridique ; (ii) une seconde phase de 5 ans, pour la consolidation des réformes et la mise en œuvre de programmes et projets des partenaires.*

Scanné avec CamScanner

CHAPITRE 1 : GENERALITES

1.1. *Contexte du travail*

Le WWF met en œuvre, avec l'appui financier de la coopération belge au développement, un projet d'appui à la gestion durable et à la conservation des écosystèmes forestiers de la R.D.Congo. Parmi les trois axes de gravitation de ce projet, figure la protection de la réserve de Luki par la mise en place d'un programme d'appui aux acteurs impliqués dans des activités de développement durable en périphérie de la réserve, afin de réduire les différentes pressions qui y sont exercées.

Du fait qu'il existe encore une ambiguïté par rapport à l'autorité de gestion de cette réserve, actuellement caractérisée par un bicéphalisme marqué par la présence sur le même site de deux institutions, le WWF estime que dans un tel contexte, il y aurait un risque élevé que les efforts déployés pour garantir une protection et une gestion durable de cette réserve ne puissent donner des résultats escomptés.

C'est donc à ce titre que WWF a confié une consultation à l'ERAIFT suivant les termes de référence en annexe devant déboucher, à l'issue d'une analyse approfondie de la situation actuelle, à des propositions concrètes, techniquement et socialement réalisables pour améliorer la gouvernance.

1.2. *Approche méthodologique*

L'approche méthodologique adoptée combine la revue et l'analyse documentaire à des investigations et interviews auprès acteurs impliqués, directement ou indirectement, dans la gestion et l'exploitation des ressources de la Réserve.

L'analyse documentaire, essentiellement réalisée à Kinshasa, a porté sur l'examen des différents documents produits sur la Réserve, soit dans le cadre des travaux de recherche des étudiants des cycles universitaire et post-universitaire ainsi que des autres travaux produits par les différents services de l'Administration publique concernée et intéressée dans la gestion de cette Réserve.

Les investigations de terrain ont consisté principalement à des séances de travail, de façon séparée, avec les responsables locaux de l'INERA et de MAB, les personnes ressources issues de la communauté des agents et travailleurs de ces deux institutions, de la société civile représentée par quelques ONG et de la communauté locale. Par ailleurs, dans le cadre de développement des scénarios possibles susceptibles d'améliorer la Gouvernance de cette Réserve, le consultant a

Scanné avec CamScanner

eu des contacts informels avec quelques institutions gouvernementales et non gouvernementales, qui ont permis de monter les trois scenarii proposés pour l'amélioration de la gouvernance de cette Réserve.

1.3. Origine et objectifs initiaux de la Réserve

La Réserve de la Luki a été créée par ordonnance coloniale du Gouverneur Général n° 05/AGRI du 12 janvier 1937. Considérée comme une station forestière, ses objectifs d'origine visaient la connaissance de la dynamique forestière et l'identification des normes pour une sylviculture tropicale rentable, adaptée aux conditions écologiques locales.

Le rapport de Makaya (1988) sur le bilan de la recherche réalisée dans cette station signale même que, l'autre but de sa création était de réglementer la sauvegarde des espèces animales et végétales présentes et de rechercher une harmonie des opérations de développement intégré afin de satisfaire les besoins essentiels des communautés environnantes.

1.4. Acquis antérieurs

1.4.1. Constituants biophysiques

En tant qu'une station à vocation forestière, d'importantes recherches y ont été menées durant l'époque coloniale. Les principaux axes de cette recherche ont concerné la sylviculture en forêts naturelles (enrichissements et amélioration des peuplements naturels, reconstitution forestière) à travers des essais d'introduction des espèces forestières exotiques, l'uniformisation par le haut et par le bas en tant que pratiques sylvicoles, la sylviculture de Limba et l'agroforesterie.



Vue panoramique de la végétation de la Réserve (Photo Nsenga, 2004).

Scanné avec CamScanner

La pratique sylvicole de l'uniformisation par le bas, initiée par Donis vers 1948 a porté sur environ 15326 ha, soit près de la moitié de la superficie de la Réserve. Cette pratique a été considérée comme une innovation à la fois technique et sociale dans le milieu. En effet, consistant à une espèce de métayage, elle a permis de sauver et de reconstituer la forêt dans la réserve, mais aussi d'améliorer et de consolider la coexistence avec les populations locales. Cette pratique visait essentiellement l'association de l'activité agricole des populations avec les pratiques forestières en introduisant dans les champs des cultures agricoles des paysans, les essences forestières dont le Limba. Ainsi, on trouve encore actuellement dans la Réserve, des parcelles associant les cultures du bananier au Limba (sylvo-bananier) ou encore le caféier et le cacaoyer au Limba (sylvo - caféier ou sylvo-cacaoyer).



Une vue des essais sylvicoles entrepris à l'époque coloniale : ici le système sylvo-caféïer (photo-Nsenga , 2004).

En matière de recherche agronomique, la station a acquis des infrastructures pour relayer et appuyer la recherche sur le cacaoyer, le caféier, les fruits et bananes ainsi que la conservation des ressources phytogénétiques. Elle sert ainsi d'antennes-relais à ces différentes spéculations agricoles pour le programme élaboré au niveau de la Direction générale. Ainsi, par rapport à chacun de ses quatre axes stratégiques de recherche agronomique dont elle a mandat, la station serait en mesure, dépendamment des moyens matériels et financiers lui alloués, de réaliser les activités ci-après :

Scanné avec CamScanner

Axe 1 : Gestion et conservation des ressources naturelles

La station dispose d'une station climatologique où des relevés périodiques réalisées renseignent sur les principaux paramètres climatiques dont : la pluviométrie, la température, l'évaporation, etc.

Un potentiel de production des plantules d'essences forestières appropriées et des semences pour la restauration de la fertilité des sols dégradés existe également.



Station climatologique acquise à l'époque coloniale et encore fonctionnelle (Photo Nsenga, 2004)

Axes 2 et 3 : Production des semences améliorées de cacaoyer et de caféier

La station dispose des potentialités de production de semences améliorées pour ces deux spéculations agricoles. Elle serait ainsi en mesure de livrer aux populations intéressées des semences sélectionnées de ces deux cultures actuellement confrontées à une baisse de rendement.

Axe 4 : Conservation des ressources phytogénétiques

Cet axe aurait pour principal mandat, la production des renseignements sur les plantes en termes de leurs propriétés médicinales ou insecticides mais aussi, de servir de relais pour la fourniture des semences et du matériel de propagation améliorés de certaines plantes vivrières dont notamment : le soya, l'arachide, le riz, maïs et manioc.

Scanné avec CamScanner

1.4.2. Infrastructures sociales et administratives

Le Réseau d'infrastructures sociales construites dans la Réserve comprend une dizaine de Villas pour les cadres, une cinquantaine des maisons pour les ouvriers dont 11 sont allouées au projet MAB - Luki, un bâtiment pour les services administratifs et quelques hangars servant aux activités agricoles de recherche.



Bâtiment Administratif abritant le service du Projet MAB (Photo Nsenga, 2004).

Si les villas des cadres se trouvent encore dans un état récupérable, nécessitant quelques travaux pour la réhabilitation, les maisons des ouvriers par contre, construites sur un site en pente et en matériaux semi-durables, sont quasiment irrécupérables.



Une vue des villas construites pour les cadres dont quelques unes en état de délabrement (Photo Nsenga, 2004).

Scanné avec CamScanner

Un effort pour l'électrification de la Station est cours. Une première phase des travaux a été réalisée grâce à un accord conclu entre le Ministère de l'Environnement et une société d'exploitation forestière de la place. Cette dernière devait effectuer le transport du courant électrique (câbles et poteaux) jusqu'à la station et au retour, bénéficier d'un volume de bois coupé dans la Réserve. Si les travaux pour la ligne haute tension sont complétés, il reste encore la partie « moyenne et basse tension » dont les coûts sont estimés à environ USD 300.000, à rechercher.



Une villa relativement bien gardée. Ici l'habitation du responsable de la Station INERA (Photo Nsenga, 2004).

Des maisons en ruine du camp des travailleurs (photo Nsenga, 2004).



Scanné avec CamScanner

CHAPITRE 2 : GESTION DE LA STATION

2.1. Autorité de gestion

A sa création, la gestion fut confiée à l'Institut National pour l'Etude et la Recherche Agronomique (INERA) alors Institut National pour l'Etude Agronomique au Congo (INEAC).

En tant qu'une station de recherche agronomique, cinq axes de recherche sont poursuivis. Il s'agit : *(i) de l'axe sur le caféier ; (ii) l'axe sur le cacaoyer ; (iii) l'axe fruits et bananes ; (iv) l'axe conservation des ressources phylogénétiques et ; (v) l'axe sur la Gestion et Conservation des ressources naturelles.*



Ici, une vue du séchoir des fèves de cacao (photo Nsenga, 2004).

En 1979, la station a été homologuée comme Réserve de la Biosphère et sa gestion fut alors confiée, de façon tacite, au Comité National « MAB » institué en 1976. Il existerait même un procès verbal de la remise et reprise intervenue entre les mandataires de l'INERA et ceux du Ministère de tutelle du programme MAB/Congo en 1980. Ce procès-verbal reste toutefois introuvable, que ce soit au niveau même de la station de la Luki qu'au niveau des tutelles respectives à Kinshasa.

On y note ainsi une complexité du cadre historique, juridique et institutionnel résultant d'une part de sa vocation initiale à l'époque coloniale comme station de recherche rattachée à l'INEAC et d'autre part, de son statut en tant qu'une aire protégée et Réserve de Biosphère, qui sera peut être un jour appelé à jouir du label de site du patrimoine mondial de l'Unesco.

Scanné avec CamScanner

Actuellement, c'est le programme MAB/Congo, opérant comme une simple division rattachée à la Direction de Programmation, Formation et Relation Internationale (DPFRI), qui y exerce l'autorité de gestion bien que souvent mise en mal et non acceptée par l'INERA, également représenté localement.

2.2. Principaux problèmes de gestion

La Réserve de Luki est actuellement confrontée à des pressions d'origine essentiellement externe, bien qu'il y soit de plus en plus observée une internalisation de ce phénomène par une population ouvrière démunie et le plus souvent désœuvrée, ainsi que des habitants des enclaves et villages illicites établis dans la Réserve.



Le village « Mangai » à l'entrée de la Réserve est devenu un marché important de bois de feu et charbon de bois sortant de la Réserve (Photo Nsenga, 2004).

L'analyse des problèmes de gestion de la Réserve de Luki relèvent les principales préoccupations ci-après : *(i) une chasse non durable pratiquée sans inquiétude par les populations allochtones et autochtones, allant jusqu'à l'exploitation anarchique d'autres produits forestiers non ligneux ; (ii) un risque de plus en plus imminent d'intensification de l'exploitation forestière illicite du fait que la Réserve constitue actuellement la seule relique forestière représentative de la flore du Mayombe, confinée dans une région où les coûts liés à l'exportation de bois d'œuvre sont les plus faibles ; (iii) des conditions précaires de vie des populations vivant à l'intérieur et en sa périphérie, ayant comme conséquences, l'exploitation intempestive de bois de feu, la pratique de carbonisation et de l'agriculture itinérante sur brûlis sans respect de la jachère, la colonisation de la réserve par l'installation de nouveaux villages, etc.*

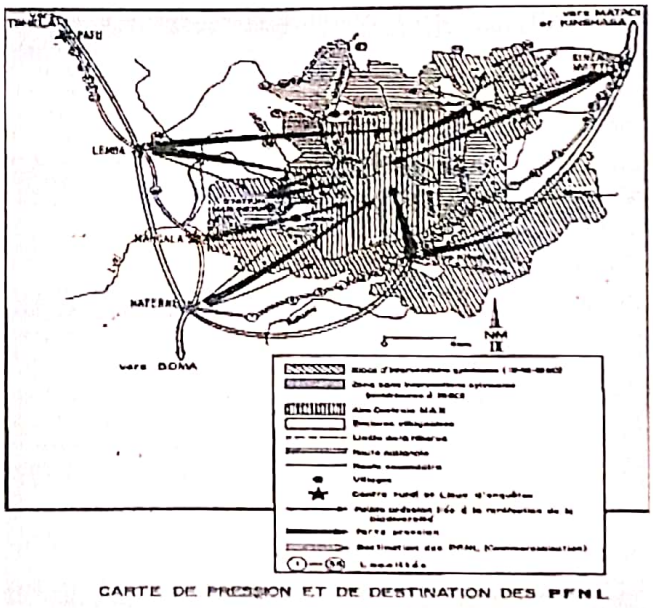
Scanné avec CamScanner



La vente du gibier chassé dans la Réserve aux abords de la route nationale Boma-Matadi se pratique sans inquiétude. Ici un marchand interpellant des acheteurs éventuels (Photo Nsenga, 2004).

La carte de pression dans la Réserve réalisée en 2001 dénote que les sollicitations pour les produits forestiers non ligneux vont jusqu'à l'aire centrale de celle-ci.

Carte traduisant l'intensité des pressions dans la Réserve de Luki (Tiré de Toirambe, 2001).



Outre les préoccupations susmentionnées, cette situation qu'on qualifierait aisément d'anarchique et d'alarmante, trouve principalement son explication dans le laxisme observé dans le mode actuel de gestion de cette Réserve, caractérisé par : *(i) une incompatibilité et incompréhension entre les deux institutions opérant sur le terrain à savoir, l'INERA et le MAB ; (ii) une faiblesse de l'autorité locale de gestion de fait, représentée par le programme MAB ; (iii) un manque manifeste d'un programme de terrain et de mobilisation locale des recettes ; (iv) une démotivation du personnel de terrain ; (v) la non implication des parties prenantes ; (vi) un personnel peu qualifié et outillé aux activités de conservation ; (vii) une remise en cause perpétuelle des droits de propriété acquis.*

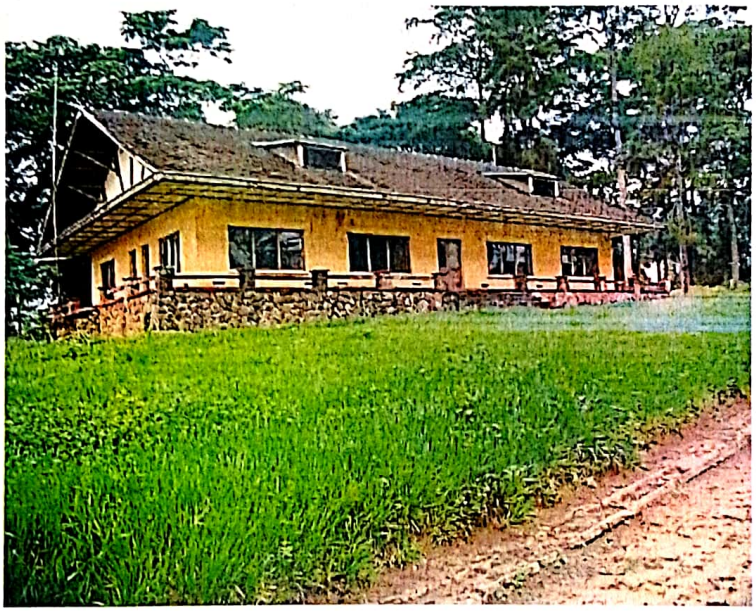
Scanné avec CamScanner

Sans vouloir prétendre établir un bilan exhaustif de gestion de ces deux institutions, il y a lieu de noter globalement les traits caractéristiques ci-après entre les deux périodes :

- *De la création de la station en 1937 jusqu'à 1980*

Au cours de cette période, la station est gérée par l'Institut National pour l'Etude Agronomique au Congo, devenu l'Institut National d'Etude et de Recherche Agronomique (INERA) lors du changement de la dénomination du pays en 1971.

Avant l'indépendance en 1960, la station sera gérée suivant la rigueur coloniale qu'on reconnaît de cette époque. Il s'agit d'une période d'installation des infrastructures sociales et administratives mais aussi, de la conduite des essais techniques aussi bien agricoles que forestiers.



Bâtiment administratif de l'INERA relativement bien gardé et nécessitant quelques travaux de réhabilitation (photo Nsenga, 2004).

A l'indépendance, comme pour la plupart des réalisations coloniales, la gestion de cette Réserve connaît un choc à la suite du départ brusque des chercheurs expatriés. Celui-ci la plonge ainsi dans une espèce de dormance technique du fait d'une part, de manque de cadre compétents pour assurer la relève mais aussi, de la modicité des moyens alloués pour le fonctionnement. Mais l'élan et la conscience coloniale imprimés dans la mentalité des agents et des populations locales, permettent de maintenir des activités techniques minimales et d'assurer l'intégrité de la station.

Scanné avec CamScanner

- *De 1980 à ce jour*

La gestion de cette station, alors considérée comme Réserve de la Biosphère est confiée au Comité National du Programme « MAB » placé sous-tutelle du Ministère de l'Environnement. Coïncidant à une période où les forêts du Mayombe ont été déclarées comme n'étant plus susceptibles de supporter une exploitation forestière du fait d'une surexploitation favorisée par sa proximité de ports de sortie, la Réserve devient l'objet de convoitise de la part des exploitants forestiers véreux, aussi bien industriels qu'artisanaux. Des coupes illicites de bois d'oeuvre y sont effectuées d'abord compte tenu de l'impuissance de l'autorité établie à assurer les patrouilles de surveillance. Puis est apparu une sorte d'officialisation de ce phénomène de coupes illicites par des ententes avec certains exploitants qui devaient exploiter du bois dans la Réserve, en compensation de quelques travaux de réhabilitation qu'ils devaient y effectuer. Les résultats de ces ententes ont plutôt tourné en faveur des exploitants et la dégradation n'y a fait que s'empirer.

L'INERA qui considère, à juste titre, avoir conserver ce patrimoine pendant une quarantaine d'année, trouve bien mal qu'il soit ainsi exploité sans que les retombées de cette exploitation profite réellement à la réhabilitation et à la valorisation de ce site. Aussi, estime-t-il que la gestion par le Comité national MAB aurait, en si peu de temps, causer plus de tort qu'il ne l'aurait jamais été, si la gestion était restée en ses mains. Et, c'est là certainement l'origine des conflits ayant mené à la situation actuelle.

2.2.1. Incompatibilité et incompréhension des mandats des institutions opérant sur le terrain.

Au sein de la station / Réserve de la Luki, cohabitent des structures dont les mandats respectifs en termes de gestion de celle-ci ne sont pas clairement définis et encore moins garantis par des textes légaux et juridiques. Il s'agit, ainsi que mentionné plus haut, de l'INERA et du MAB.

Toutes les deux structures, carrément dépourvues de moyens pour prétendre assurer une gestion efficace de cette Réserve, passent l'essentiel de leur temps à revendiquer, chacune quant elle a l'occasion, ses prérogatives de gestion de cette aire « protégée ». Ainsi, cette dernière est bien plus souvent apparue comme un bien « sans maître », laissé à la merci de la population qui a ainsi l'occasion de s'adonner de façon anarchique et irresponsable, à l'exploitation des ressources présentes, allant jusqu'à compromettre l'intégrité de la Réserve.

En se référant à l'arrêté n° 033/CM/ECN/92 du 14 janvier 1992 portant création du Programme sur l'homme et la Biosphère en R.D.Congo ***(annexe 1)***, plus spécialement en son article 2 du titre premier portant dispositions générales, la gestion d'une quelconque aire protégée ne lui est pas reconnu conformément à la mission lui assignée. En agissant ainsi, cette structure apparaîtrait à la fois comme

Scanné avec CamScanner

juge et partî alors qu'elle a plutôt reçu, comme autres mandats, de contribuer à la création des Réserves de la biosphère, de promouvoir, en concertation avec les autres organismes tant publics que privés, l'éducation relative à l'environnement, de maintenir et développer une collaboration scientifique et technique avec les organismes nationaux et internationaux poursuivant les activités dans le domaine des sciences de l'environnement.

L'arrêté susmentionné semble ainsi confirmer l'allégation selon laquelle, le transfert, depuis 1979, de la gestion de cette Réserve de l'INERA au Comité National MAB/Congo, pourtant institué en 1976, n'a comporté aucun sous bassement juridique jusqu'en 1992 et s'est plutôt arrêté à un accord verbal et de bonne intention.

Par ailleurs, l'analyse du projet d'accord de collaboration entre le programme MAB-Congo et l'INERA, préparé en avril 1996 ***(annexe 2)*** et qui n'a jamais abouti, relève plusieurs incohérences dans sa formulation qui ne fait que conforter cette allégation. Le seul élément dont se réfère le MAB reste le procès verbal de remise et reprise intervenue en 1980 entre le Programme MAB/Congo et la station INERA-Luki qui confierait à l'INERA le mandat de poursuivre ses activités de recherche agricole, de gestion et de conservation des ressources phytogénétiques dans des blocs spécifiques de la Réserve, spécialement au bloc 10 de celle-ci.

La lettre du Ministre de la Recherche Scientifique institution de tutelle de l'INERA, datant du 06 mai 1986 adressée au Président Délégué Général de l'INERA concernant la délimitation de la concession de cette dernière dans la Réserve de Luki ***(annexe 3)***, précise d'ailleurs que la Réserve demeure, conformément aux conclusions du Conseil des Ministres tenu le 28 juin 1985, dans le patrimoine de l'INERA et que celle-ci ne devrait servir que de laboratoire de terrain pour le MAB.

Cet état de fait apparemment contradictoire, a fait que depuis l'installation du MAB à Luki, une situation conflictuelle de compétences respectives est née entre ces deux institutions. L'une, le MAB, voulant confirmer et étendre son hégémonie sur l'ensemble de la Réserve et l'autre, l'INERA, développant des stratégies de survie pour ne pas simplement disparaître ; le tout se faisant au détriment de la conservation des ressources présentes.

L'INERA a toujours reçu comme mandat la recherche agronomique, incluant la recherche forestière sous toutes ses formes, qui se réalise dans ses stations de recherche éparpillées un peu partout dans le pays. Cependant, on ne lui reconnaît pas encore jusqu'ici, la fonction de gérer une aire protégée. Ce mandat de recherche ne peut donc ainsi, du moins jusqu'à preuve du contraire, lui être renié, quant bien même que le statut d'aire protégée soit juridiquement reconnue à cette ancienne station de recherche de Luki.

Scanné avec CamScanner

2.2.2. Faiblesse de l'autorité locale de gestion

L'autorité de gestion de fait de cette Réserve est exercée par le Programme National MAB - Congo, localement représenté par un cadre universitaire jouissant du grade de chef de bureau. A cet échelon, l'intéressé est assujetti à différentes hiérarchies décisionnelles qui occasionnent une lourdeur administrative et n'a aucune prérogative locale pour initier un dossier et directement intéresser les bailleurs potentiels.

Au contraire, elle est soumise, à des nombreuses injonctions qui émanent aussi bien du niveau central que de celui de la province. Le plus souvent, celles-ci vont dans le sens du bradage des ressources de la Réserve au détriment de sa conservation. Il n'est pas ainsi étonnant que des contrôles intempestifs liés à l'exploitation illicites des ressources de la Réserve soient diligentés au niveau de la province et du District sans que la tutelle en soit informée.

2.2.3. Personnel peu formé et peu outillé aux activités de conservation

En terme de l'organisation structurelle de la gestion de la Réserve, la structure en place gérée par le MAB est constituée de quatre unités dont : *(i) une unité d'études écologiques ; (ii) une unité des sciences humaines (sciences et développement) ; (iii) une unité financière et administrative et enfin ; (iv) une unité de suivi et gardiennage. On note cependant un manque criant d'animateurs compétents pour ces différentes unités. Ainsi, au manque légendaire des moyens de fonctionnement, vient s'ajouter ce déficit en cadres possédant des compétences requises.*

Sur un total de 34 agents et cadres recensés en décembre 2004 opérant dans la structure locale du programme MAB en République Démocratique du Congo, il n'y a que deux cadres universitaires représentés par un licencié en biologie, agissant comme chef de projet et un ingénieur agronome (Ao), chargé du volet agroforestier. Le reste de l'effectif est constitué de personnes globalement peu formées, dont le niveau le plus élevé correspond au grade de diplômé (D6) du secondaire et dont, un peu plus de deux tiers sont commis à la fonction de « garde forestier ». Ces derniers malheureusement, ne possèdent pas de formation et d'expériences requises, en termes paramilitaire et de port d'armes pour assurer avec compétence leur mandat et encore moins, une personnalité judiciaire au regard à leur fonction de constater et de réprimer les infractions.

En ce qui concerne l'INERA, la situation du personnel ***(annexe 7)*** montre qu'il existe deux cadres scientifiques de formation d'ingénieur agronome Ao attachés à la recherche, treize cadres techniques de collaboration comprenant 6 ingénieurs techniciens et 63 agents administratifs commis à des tâches non opérationnelles actuellement. Ainsi, le plus souvent ils sont appelés à appuyer la

Scanné avec CamScanner

réalisation des travaux technique en rapport avec les activités des antennes de relais à la recherche agronomique.

2.2.4. Démotivation générale du personnel de terrain

L'ensemble du personnel opérant sur terrain, ne possédant généralement pas de compétences requises, est sous payé et manque cruellement des moyens et autres équipements pour assurer sa mission dont l'essentiel pour le moment, se limite aux actions de surveillance et de gardiennage de la Réserve ***(annexe 4)***.

Du point de vue de la logistique pour les déplacements, le projet a acquis en seconde main une jeep 4x4 actuellement hors d'usage, ainsi que cinq bicyclettes également déclassées. Il n'existe aucun dispositif de communication, à part quelques téléphones cellulaires privés a portée d'ailleurs limitée, pourtant indispensable pour une telle mission.

On comprend ainsi la très forte tentation des agents à se laisser facilement corrompre par des inciviques de tout genre opérant clandestinement dans la Réserve. Ces agents démunis n'hésitent même plus à nouer des liens de collaboration et de camaraderie avec cette bande de malfaiteurs qui obtiennent une espèce de laissez-passer, leur permettant d'opérer sans inquiétude.

La masse salariale mensuelle pour l'INERA était estimée à l'équivalent d'environ USD 400 avant avril 2004 et a pratiquement doublée après la hausse intervenue à cette date et se chiffre actuellement à environ USD 850 ***(annexe 7)***. La tension salariale reste cependant forte entre le moins et le plus rémunéré, de l'ordre de 1 à 20.

Du côté MAB, la liste de paie de septembre 2004 établie sur la base de 26 agents au lieu de 34 comme signalé dans la liste déclarative du personnel local de cette structure ***(annexe 4)***, donne une masse salariale de l'équivalent de USD 800 environ ***(annexe 5)***. La tension salariale entre les extrêmes est apparemment inexistante.

L'enveloppe de la prime du Fonds de reconstitution du capital forestier octroyée au personnel du Secrétariat MAB pour un effectif de 31 personnes dont 14 pour Kinshasa se chiffre à près de 850 euros mensuellement ***(annexe 6)***. La part revenant au personnel affecté à Luki représente 32 % de ce montant. Cette prime, pourtant très modeste, payée aux agents de terrain ne leur est versée réellement qu'à moitié.

2.2.5. Manque manifeste d'un programme de terrain

Il n'existe pas un véritable programme de terrain devant localement guider les agents qui actuellement semblent naviguer à vue, consacrant leurs efforts et le

Scanné avec CamScanner

peu de moyens dont ils peuvent disposer à des patrouilles sporadiques dans la Réserve et à la pratique des activités agricoles de survie.

Manque de programme, mais aussi absence de valorisation locale des ressources et potentialités touristiques de la Réserve pour générer des revenus. Ceci fait que l'importance de cette Réserve ne soit perçue qu'en termes de l'exploitation des ressources biologiques présentes, soit pour la subsistance, soit pour la commercialisation, par les populations locales et environnantes.

2.2.6. Non implication des parties prenantes dans la gestion

Etant un patrimoine public, la gestion de la Réserve intéresse plusieurs parties/acteurs à la fois, aux intérêts souvent divergents qu'il importe souvent de concilier, mais aussi, de renforcer en assurant la participation des parties à travers une délégation effective du pouvoir et la promotion d'un partenariat constructif et mutuellement bénéfique.

Contrairement aux premières approches de conservation qui prônaient une protection intégrale prévoyant généralement l'exclusion des hommes des aires protégées, le concept du Programme sur l'homme et la biosphère, lancé en 1971, exige de considérer les populations humaines comme faisant « partie intégrante » de celles-ci.



La concertation avec les communautés locales dans le cadre d'une approche participative (Photo Nsenga, 2004).

Pendant toute la période où conservation est restée synonyme d'exclusion, les activités des populations riveraines se sont confinées et concentrées sur les zones tampons et périphériques avec comme conséquences, une pression humaine forte sur les ressources. Pourtant elle aurait été relativement faible si elle se rapportait à l'ensemble de l'étendue d'une aire protégée si les populations riveraines participent à la gestion et tirent leurs ressources de subsistance de façon concertée, cohérente et planifiée.

Scanné avec CamScanner

Actuellement en effet, il n'existe aucune plate forme ou une structure pour encourager l'implication des parties prenantes dans la gestion de la Réserve. Ainsi, les conflits qui naissent en périphérie de celle-ci résultent généralement du rejet par les populations locales, des décisions prises sans leur participation sur la gestion des ressources.

L'étude mené par Gata en 2001 sur la participation de la population locale à la gestion des ressources de la Réserve relève globalement la non implication de celle-ci. Selon ce dernier également, environ 45 % de la population ne reconnaît toujours pas à l'état l'autorité de gestion de ce site.

Le gestionnaire semble privilégier la stratégie dite « répressive » au détriment de la persuasion et de la conscientisation alors qu'il ne possède pas les moyens de sa politique. Or l'approche de cogestion ou de gestion participative reconnaît les apports des parties pour garantir à la fois les objectifs de la conservation ainsi que ceux du développement. En effet, il est impossible de prétendre à une conservation des ressources naturelles sans tenir compte des exigences du développement économique, surtout quand les populations locales restent tributaires des ressources de l'environnement pour leur survie et leur bien-être. La stratégie pour l'avenir de la vie, contenue dans le document « sauver la planète » publié en 1991, encourage de toujours tenir compte du lien entre conservation et développement et reconnaît l'importance de « donner aux communautés les moyens de gérer leur propre environnement ».

2.2.7. Remise en cause perpétuelle des droits de propriétés acquis

La concession de la Réserve de Luki a été acquise normalement après indemnisation des ayants droits fonciers par l'autorité coloniale. Mais voilà malheureusement qu'aujourd'hui encore, les descendants de ces ayants droits reviennent encore à charge pour revendiquer les superficies concédées par leurs ancêtres.

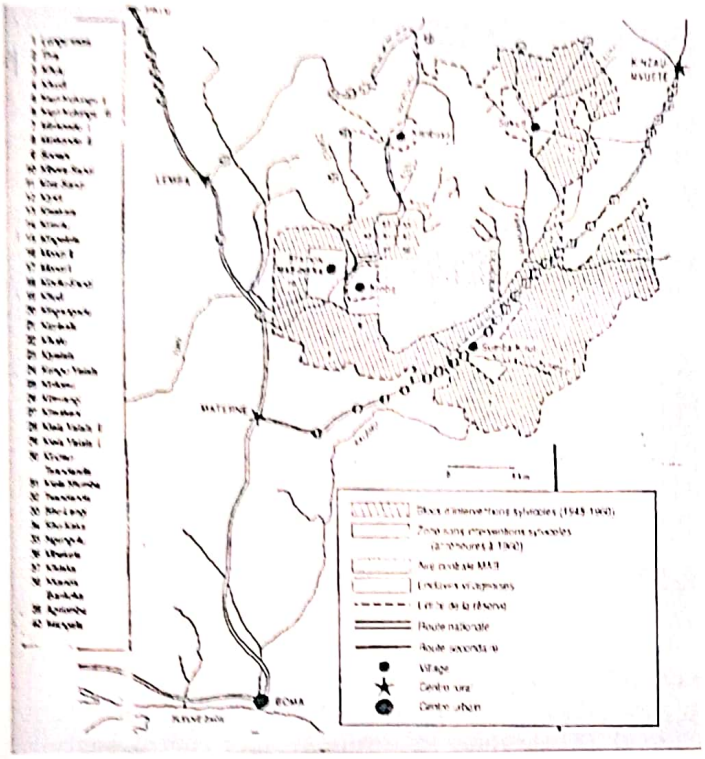
Les cas les plus fréquents de revendication des terres concernent les blocs 12,13 et 14 de la Réserve, par les populations des villages de Kimakeni, Kimvangi, Kisavu et Kitsiandi-veka.

Appuyés par certains politiciens, il porte l'affaire en justice qui parfois, leur donne raison le plus souvent à la suite d'un jugement par défaut. En effet, ni le personnel de l'INERA, ni celui de MAB ne possède des compétences requises pour ester en justice et se défendre devant les cours et tribunaux. Les jugements rendus les sont ainsi le plus souvent en faveur des descendeurs des ayants droits.

Cette situation de remise en cause de droit de propriété met souvent la Réserve dans un statut foncier « flottant » faisant l'affaire et le bonheur des

Scanné avec CamScanner

pêcheurs en trouble, qui se livrent ainsi dans un véritable pillage des ressources avant que la situation ne soit remise en état.



Carte montrant l'organisation de la Réserve de Luki (tiré de l'étude de Pendje, G. et Baya, M., 1992).

On remarque qu'à la création de la Réserve en 1937 les autochtones ont été regroupés en quatre enclaves villageoises. De plus, de nombreuses localités se sont développées le long des axes routiers dans la Réserve et aux alentours. La Réserve couvre une superficie de près de 33 000 hectares.

Dans les zones périphériques 17 000 hectares de forêt naturelle environ ont été remaniés dès 1948 par des interventions sylvicoles (blocs 48 à 55) et agrosylvicoles (blocs 1 à 14). Depuis 1979 la Réserve fait partie du réseau mondial MAB. Une aire centrale de près de 8 000 hectares a ainsi été définie ; celle-ci est représentative de l'écosystème forestier du Mayombe ainsi que de sa richesse floristique et faunique.

LA RESILIENCE
BIBLIOTHEQUE
CENTRE DE RECHERCHE
EN AMENAGEMENT FORESTIER
ECOLE DE LUKI

Scanné avec CamScanner

CHAPITRE 3 : STRATEGIE POUR UNE AMELIORATION DE LA GOUVERNANCE

Les stratégies à mettre en œuvre pour améliorer la Gouvernance découlent des principaux problèmes identifiés, qui appellent aux activités urgentes suivantes : *(i) la clarification des cadres institutionnel et juridique ; (ii) la conservation de la diversité biologique ; (iii) le renforcement des capacités de gestion ; (iv) l'implication des parties prenantes dans la gestion de Réserve et l'amélioration des conditions de vie et d'existence des peuples dépendant des ressources de la Réserve et ;(v) la valorisation de la Réserve et son ouverture dans le monde.*

3.1. Clarification des cadres institutionnel et juridique

3.1.1. Cadre Institutionnel

Il existe encore un flou par rapport au cadre institutionnel, qui appelle à une clarification si l'on veut réellement renforcer et responsabiliser le service devant être en charge de gestion de cette aire.

En effet, la multiplicité des acteurs présents et potentiels exige un cadre de concertation permanente pour orienter les actions des uns et des autres suivant les priorités identifiées, assurer la synergie et la cohérence des interventions pour utiliser au mieux les ressources susceptibles d'être mobilisées.

Certes, le Ministère de l'Environnement apparaît et reste comme acteur principal. Ainsi, suivant la nouvelle dimension de conservation qui doit être associée au développement, ce ministère sera appelé à jouer un rôle de maître d'ouvrage du développement dans le site en coordonnant les actions des autres intervenants. Cette option de gestion participative, associée à la dimension du développement socio-économique des populations riveraines, imposerait ainsi au Ministère de tutelle la mise en place de structure de dialogue et de contact avec les populations et les différents acteurs. Ce rôle bien attendu sera délégué, au niveau local, au service de la conservation compétent représentant l'organe central.

3.1.2. Cadre juridique

Cette aire, actuellement considérée comme Réserve de biosphère, a évolué d'abord comme station de recherche à vocation forestière. En tant que Réserve de biosphère devant à la longue faire partie du domaine du Patrimoine Mondial de l'UNESCO, son statut déborde le seul cadre juridique national.

Auparavant simple station de Recherche, le site constituait un domaine privé sous gestion de l'INEAC, devenu par la suite INERA. Evoluant sous cet angle, rien n'imposait la prise en compte des zones tampons et périphériques dans le développement des stratégies de gestion, si ce n'est les enclaves officiellement

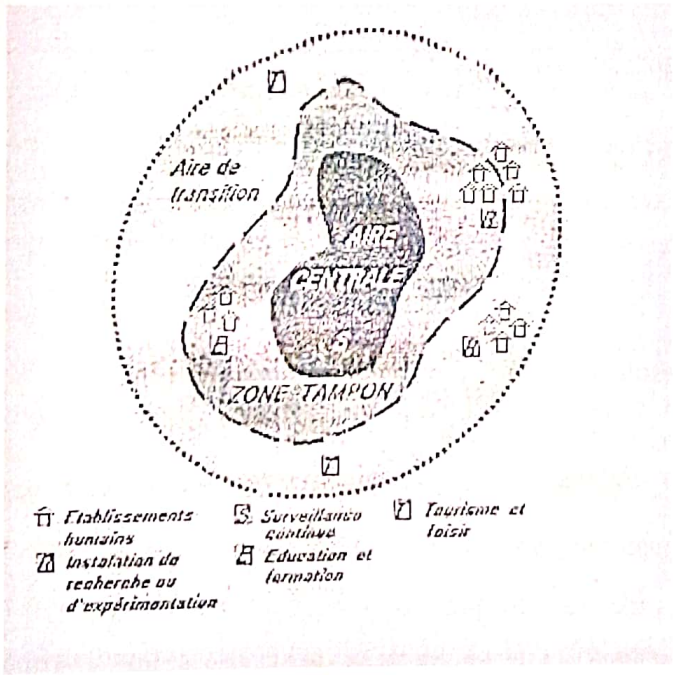
Scanné avec CamScanner

reconnus, maintenant in-situ des populations humaines, et pour lesquels des emprises pour l'exercice des activités de subsistance de ces populations ainsi que leur nature étaient définies par les services coloniaux compétents. L'objectif étant de leur attribuer un espace de développement et d'évolution compatible avec l'objectif de conservation.

Vu sous l'angle de Réserve de biosphère, ses limites s'étendent davantage vers l'extérieur, incluant même les zones périphériques, constituées d'un ensemble d'espaces où se pratiquent des activités d'exploitation de type économique qui ont une influence directe sur la conservation des ressources de la Réserve. La proximité de ces exploitations crée ainsi des impacts sur les ressources présentes qu'il faut prendre en compte et prévenir.

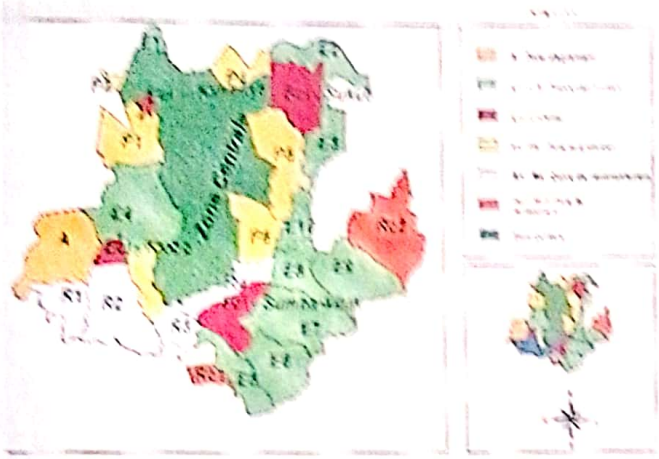
Le cadre juridique devrait ainsi laisser la possibilité de conférer un statut adapté et une définition spatiale aux différentes zones d'une aire protégée, délimitées en fonction des influences phytogéographiques, des typologies des activités anthropiques et de sensibilités.

Dans le cadre des Réserves de biosphère, cette affectation dite « d'usage » et de « gestion » est basée sur un modèle à deux zones : *(i) une zone centrale à protection intégrale et ; (ii) une zone de transition incluant la zone tampon, assurant la protection de la zone centrale vis-à-vis d'influences anthropiques. Elle est le siège d'activités écologiquement viables où peuvent s'exercer des activités de recherche, de formation et d'éducation ainsi que certaines activités récréatives et d'utilisation réglementée de ressources naturelles.*



Zonation théorique d'une réserve de biosphère. (Tiré de Tunguni, 2001).

Scanné avec CamScanner



Une proposition de zonage faite par le Spiaf en 1987. (Tiré de Tungani, 2001).

3.2. Conservation de la diversité biologique

L'objectif de toute aire protégée est d'assurer le maintien et le développement de la diversité biologique. La Réserve de Luki, soumise à une pression anthropique sans précédent, est en train de s'appauvrir de ses constituants biologiques, qu'ils soient d'origine animale ou végétale.

Certaines personnes n'hésitent même plus à qualifier cet état d'irréversible, quand bien même que les scientifiques considèrent la situation de récuperable notamment, en recourant à la mise en défens qui permet une reconstitution forestière et un repeuplement des espèces animales.

Du fait que l'impact des activités anthropiques sur la diversité biologique soit fonction de l'ampleur des activités mises en cause et de la proximité des sites affectés par rapport aux zones d'influence, il va sans dire que la sauvegarde de la biodiversité de cette Réserve nécessitera que des orientations stratégiques soient définies en tenant compte des spécificités de chaque secteur. Dans ce cadre également, il serait intéressant d'élaborer et de mettre en application un système de suivi/ évaluation des ressources ainsi que des activités de contrôle - surveillance.

L'objectif ultime étant ainsi : *(i) de réguler et de contrôler le prélèvement des ressources biologiques à l'intérieur de la Réserve et ; (ii) de maintenir la capacité d'échange génétique et de régénération des ressources à l'extérieur en garantissant la survie des espèces en périphérie.*

3.3. Renforcement des capacités de gestion

Le renforcement des capacités de gestion de la Réserve de Luki est conditionné par la mise sur pied d'un cadre fonctionnel correspondant au mandat du Ministère en charge de la conservation des ressources naturelles.

Les ressources actuelles de gestion restent largement insuffisantes face aux exigences de cette conservation. Leur accroissement et leur disponibilisation

Scanné avec CamScanner

seront nécessaires et concerneront aussi bien les ressources humaines que matérielles et budgétaires.

Les ressources humaines mises en place par le programme national MAB pour la gestion de cette Réserve ne permettent pas de couvrir l'ensemble des fonctions actuelles dévolues aux 4 unités techniques fonctionnelles de la structure de gestion existante. En particulier, l'échelon intermédiaire dit « de collaboration », devant exister entre les responsables des unités et la base, est cruellement inexistant. Même pour les agents de terrain, spécialement constitués d'écogardes ou gardes forestiers, un programme de renforcement des capacités est requis afin de les rendre opérationnels conformément aux objectifs poursuivis.

Il faut également accroître les ressources matériels et budgétaires car dit-on « obligation de résultats vaut obligation de moyens ». Il sera ainsi difficile d'exiger des résultats à un personnel ne disposant pas de moyens d'actions.

Les particularités reconnues à cette aire protégée en tant que Réserve de biosphère, militent qu'il lui soit assigné un statut parapublic dont la composition reflètera les différents intervenants susceptibles d'être intéressés et impliqués dans la gestion de cette Réserve. Le rôle important attendu dans la mise en œuvre des projets d'appui au développement et la diversité d'intervenants potentiels militent également en faveur de cet objectif. Dans cet optique, la participation des populations riveraines et locales et le développement rural doivent devenir de véritables objectifs au même titre que la conservation active.

3.4. Implication des parties prenantes dans la gestion de la Réserve

Les ressources biologiques constituent l'essentiel de l'environnement biophysique de la Réserve et à ce titre, elles doivent être conservées et utilisées rationnellement au bénéfice des générations présentes et à venir.

L'approche de gestion intégrée à privilégier vise ainsi à considérer les acteurs présents et intéressés, qu'ils soient internes ou externes au circuit conventionnel de gestion, afin que personne ne se sente écartée du processus de gestion. Il faut donc ainsi mettre en place, au niveau central et au niveau local, des cadres de concertation permettant à toutes les parties d'avoir droit au chapitre quant aux décisions sur le devenir des ressources à gérer. Le cadre légal devant constituer le support de cette plate forme de concertation et lui conférer toute légalité doit être évolutif pour permettre des mises à jour périodiques compte tenu de la dynamique de la réglementation sur les aires protégées suivant les réalités de terrain.

D'une manière générale, les axes stratégiques pour une implication effective des parties prenantes dans la gestion consisteront principalement :

- à développer des mécanismes de participation ;
- à appuyer la sensibilisation et l'éducation des populations afin qu'elles adoptent des comportements positifs, favorables à la conservation des ressources ;

Scanné avec CamScanner

- à contribuer à l'amélioration des conditions de vie des populations riveraines par la promotion des activités alternatives génératrices des revenus.



La sensibilisation, l'éducation et la formation des parties prenantes favorisent leur implication dans la gestion des ressources naturelles (Photo Nsenga, 2004).

3.5. Valorisation de la Réserve

La valorisation de la Réserve de Luki passe aussi bien par une promotion et mise en valeur de ses potentialités intrinsèque en termes touristiques pour générer des revenus nécessaires à sa réhabilitation et son développement que par une politique réelle de publicité pour obtenir la collaboration, l'appui et l'assistance des partenaires intéressés.

Un effort doit être fourni pour capitaliser les acquis antérieurs en termes techniques et scientifiques ; développer la coopération avec les institutions de formation (à l'instar de l'Eraift), de recherche et de développement et enfin ; assurer la promotion de cette Réserve pas suffisamment connue au niveau local, national et international.

Par ailleurs, la Réserve recèle des potentialités touristiques qu'il importe d'explorer en vue de promouvoir l'activité touristique en zone de transition. Le réseau des sentiers écologiques aménagés au cours de la décennie 80 ne demanderait que d'être reconstitué afin de concrétiser cette ambition dans une contrée d'avenir pour le tourisme.

Scanné avec CamScanner

CHAPITRE 4 : ALTERNATIVES ET SCENARIOS DE GESTION POSSIBLES

Face à l'incapacité et à l'inadéquation du système en place de garantir une gestion durable de la Réserve, il est recommandé d'explorer d'autres voies en tenant compte de l'urgence de la situation et des opportunités offertes pour une reprise en main de la gestion de ce patrimoine national en péril, unique dans sa composition floristique représentative de la flore du Mayombe. Il est acquis que dans la conjoncture actuelle, ni l'un ou l'autre de deux institutions en place, l'INERA et le MAB, serait en mesure de relever les défis d'une bonne gestion compte tenu des enjeux.

L'instabilité de l'harmonie entre ces deux institutions, liée à leur manque chronique de moyens et de compétences techniques requises, appellent à des solutions radicales, même si celles-ci sont susceptibles d'engendrer d'importants bouleversements et coûts sociaux. Il en va de la survie même de la Réserve que d'aucuns considèrent déjà comme vouée à la disparition.

Les trois scenarii analysés dans le cadre de ce travail découlent des principes directeurs et des objectifs poursuivis à savoir, *(i) assurer une gestion intégrée de la Réserve ; (ii) garantir le rôle régalien reconnu à l'Etat dans la gestion des ressources naturelles ; (iii) promouvoir la participation des parties prenantes dans la gestion des ressources présentes ; (iv) améliorer et renforcer les compétences de gestion pour restaurer et préserver la diversité biologique locale ; (v) assurer la connaissance du rôle et de l'importance de la Réserve au delà des limites nationales ; (vi) faciliter l'implication des populations riveraines et locales dans la gestion et l'exploitation contrôlée des ressources en zone de transition notamment.*

Scénario 1 : « Garder le statu quo »

Ce scénario propose des modifications mineures et s'apparente globalement à un statu quo par rapport à la situation actuelle. En d'autres termes, on reconnaît l'autorité de gestion au Comité National MAB ; une convention d'entente est signée en bonne et due forme avec l'INERA, donnant une délimitation claire des responsabilités de chaque institution.

- Avantages

Un tel scénario présente l'avantage de ne pas introduire un bouleversement sur le plan social du fait qu'on part et on recommence avec le même personnel. Avec un peu de bonne volonté, l'Etat pourra renforcer les capacités locales de gestion en disponibilisant les moyens matériels et financiers requis pour assurer sa politique.

Scanné avec CamScanner

☞ Inconvénients et risques

Le Programme National « MAB » n'a pas mandat et compétences de gérer directement une aire protégée au risque de devenir juge et partie. Par ailleurs, les séquelles d'une gestion controversée aussi bien par les partenaires extérieurs et locaux que par les populations riveraines et locales sont de nature à ne pas faire bonne presse au risque de ne pas induire une cohésion qui puisse favoriser la mise en place de véritables partenariats et la mobilisation des financements.

De même, dans la conjoncture actuelle où l'Etat dispose des moyens relativement très limités ne lui permettant déjà pas de faire face aux besoins actuelles de gestion du réseau d'aires protégées existant, on voit très mal comment il serait disposé à libérer aussi rapidement des fonds importants pour la réhabilitation de cette Réserve.

Face à l'urgence qui s'impose pour récupérer ce patrimoine national en péril, d'un grand intérêt pour la province du Bas-Congo qui ne dispose pas encore, hormis le Parc marin de Mangrove à Moanda en projet, d'un site de conservation *in situ* des ressources biologiques.

Du fait enfin de l'insuffisance de collaboration entre l'INERA et le MAB, il est à craindre un risque permanent de conflit de cohabitation.

☞ Les principales implications à la réalisation de ce scénario

La réalisation d'un tel scénario nécessitera qu'il soit reconnu à ce site un statut juridique approprié de Réserve de biosphère », lui accordant également une autonomie relative de gestion. De même l'autorité de gestion devrait être explicitement reconnue au MAB et sanctionnée par un acte juridique qui viendrait abroger l'arrêté ministériel n° 033/CM/ECN/92 du 14 janvier 1992 portant création du Programme sur l'homme et la biosphère en R.D.Congo.

Au plan des infrastructures et de la logistique, il faudra doter la structure de gestion locale des moyens conséquents pour matérialiser les limites extérieures de la Réserve, revoir s'il y a lieu et compte tenu de l'usure de temps, les limites des différentes zones internes reconnues à une réserve de biosphère.

Au plan du personnel employé localement, il faudra fortement envisager un programme de gestion du personnel après carrière, c'est-à-dire à la retraite. En effet, ayant vécu pour l'essentiel de leur vie dans cette station, cette catégorie d'employés à la retraite ont tendance à y rester pour y pratiquer eux-mêmes et avec leur progéniture, des activités non durables de culture et de chasse, incompatibles à la conservation des ressources.

Scénario 2 : « Restituer à l'INERA son patrimoine »

Une des sources des conflits entre l'INERA et le programme MAB/R.D.Congo résulte du fait que l'INERA, ancien responsable de gestion de ce site en tant qu'une station de recherche, se considère toujours propriétaire et attend qu'un jour, le

Scanné avec CamScanner

MAB se retire afin d'en prendre possession. L'INERA verrait ainsi d'un mauvais œil que ce site, qu'il considère toujours comme faisant partie de son patrimoine, soit céder à des tiers.

Le présent scénario suppose donc que la gestion du site est cédée en totalité à l'INERA.

☞ **Avantages**

Il s'agit de mêmes avantages, en termes de mouvements du personnel existant, que ceux évoqués au précédent scénario. L'INERA rentrera ainsi dans ses droits qu'il considère actuellement bradés au profit du MAB.

☞ **Inconvénients et risques**

Le label actuellement reconnu à ce site, ancienne station de l'INERA, en tant qu'aire protégée faisant partie du réseau des Réserves de biosphère, ne cadre plus au rôle et mandats de l'INERA comme institution de recherche. Par ailleurs, il serait bien mal perçu, compte tenu de l'approche d'intégration des acteurs envisagée pour la gestion de ce site que l'INERA, qui ne possède aucune expérience de gestion d'une aire protégée, devienne d'un coup le point focal, fédérateur de différentes initiatives de conservation et de développement à mettre en place. Cela devrait en outre requérir beaucoup de temps et un déploiement important d'efforts pour persuader et convaincre les partenaires extérieurs à y adhérer, assister et appuyer le programme de réhabilitation qui pourrait être mis en place.

Déjà au stade actuel, l'INERA est bien mal en point, financièrement et matériellement, pour réhabiliter ses innombrables stations de recherche éparpillées dans le pays. Certains bailleurs de fonds, notamment la commission européenne, conscients de l'importance de la recherche agricole et forestière dans le développement de l'agriculture, appuie des études sur la réhabilitation urgente de quelques stations de l'INERA. Il serait ainsi hasardeux et imprudent pour ce dernier de se lancer dans une entreprise de conservation pour laquelle, elle n'a ni mandat, ni compétences requises au risque d'amoindrir la confiance de ces partenaires de bonne foi.

☞ **Les principales implications**

L'application d'un tel scénario impliquerait une révision des mandats dévolus à l'INERA en tant qu'institution de recherche afin d'y inclure les compétences sur la conservation des ressources, au risque de faire resurgir un conflit de compétence avec l'Institut Congolais pour la Conservation de la Nature (ICCN) qui en a officiellement mandat.

Au niveau du personnel, cela va requérir la mise en route d'un programme de formation spécialisée des agents dans le domaine de la conservation et le recrutement et/ou le transfert de la catégorie d'employés commis à la surveillance et aux patrouilles dans la Réserve, opérant actuellement dans le projet MAB. Partant, il sera également question de songer une formation paramilitaire de ces

Scanné avec CamScanner

agents et à une dotation conséquente en équipements et en moyens logistiques qui font actuellement défaut.

Un autre risque aussi est que l'INERA se détourne complètement de son mandat initial de recherche pour s'adonner à la conservation qui semble avoir plus de chance d'intéresser rapidement des partenaires extérieurs.

Enfin, encore ici comme dans le précédent scénario, on voit très mal comment l'INERA devra jouer le rôle de coordonnateur dans un contexte multi-acteurs et de gestion intégrée.

Scénario 3 : « faire évoluer la structure de gestion vers un Etablissement Public d'Intérêt Collectif (EPIC) »

Ce scénario voudrait une décentralisation effective de la structure de gestion, en la faisant évoluer dans le cadre d'un établissement public d'intérêt collectif, géré au niveau local par un conservateur coiffé au niveau central par la Direction Générale de l'Institut Congolais pour la Conservation de la Nature (ICCN).

La création de cette structure parapublique ne doit pas être perçue comme un dessaisissement d'une partie des prérogatives reconnues à l'Etat dans la gestion des ressources naturelles. En effet compte tenu du nombre élevé d'acteurs potentiels attendus, la gestion de ce site ne saurait, à notre avis, être efficace dans une structure fortement centralisée et bureaucratique qui ne saurait garantir la coordination de différentes interventions de partenaires dans une approche de gestion participative.

Evoluant ainsi dans ce cadre, la structure envisagée peu ainsi recourir aux services de professionnels de différents domaine ne faisant pas forcément partie de l'administration publique.

☞ Avantages

Les avantages d'un tel scénario sont multiples. En effet, la mise en place d'une telle structure :

- rompt carrément, de par sa composition et son ouverture pour l'intégration des différents partenaires intéressés, avec l'ancienne structure bureaucratique caractérisée par une lourdeur administrative dans les décisions à prendre ;
- participe et rend effectif le processus de décentralisation de la gestion des ressources naturelles au niveau national, avec perspective de l'étendre ou de le renforcer en allant vers la responsabilisation des communautés locales ;
- garantit le pouvoir de l'Etat en ce sens que l'Administration publique reste le « garant », par le bien de l'ICCN, de la nomination du conservateur et de l'affectation des agents ;

Scanné avec CamScanner

- permet, du fait de son autonomie relative, de mobiliser des ressources propres et de solliciter des contributions financières des autres partenaires et bailleurs de fonds, pour mettre en œuvre le programme établi ;
- facilite la participation des différents acteurs intéressés, dans la prise des décisions engageant la Réserve et son avenir.

Un autre avantage, non de moindre, réside dans la notoriété reconnue à l'ICCN en matière de la conservation et des opportunités que présente cet établissement pour recevoir une assistance financière de bailleurs des fonds intéressés dans la conservation des ressources naturelles.

☞ Inconvénients et risques

Les risques, plutôt que les inconvénients d'une telle approche, résident dans le fait qu'une décentralisation plus poussée puisse apparaître aux yeux des partenaires comme un dessaisissement des prérogatives de l'Etat au profit de l'institutionnalisation d'une structure qui paraîtrait « privée, dans laquelle l'Etat n'aurait aucun contrôle. D'où la nécessité de définir, dès le départ, les missions et les limites de compétences de chaque partie ainsi que le mécanisme de suivi/évaluation et de résolution des conflits éventuels.

☞ Les principales implications

Afin de pouvoir impliquer et embarquer l'ICCN dont les domaines de compétences lui reconnus concerne la gestion des parcs nationaux et en même temps de conserver à ce site le label, de Réserve de biosphère, il est requis de porter l'aire centrale de cette Réserve, dont le mode de gestion est apparenté à celui d'un parc, au statut de ce dernier, quand bien même que des activités strictement contrôlées, à caractère scientifique, y soient autorisées et menées. Le reste de l'étendue actuelle de la Réserve serait alors considérée comme une aire tampon et de transition, dans laquelle des activités écologiquement viables se rapportant notamment à la recherche, à la formation et à l'éducation, au tourisme et à la recréation ainsi qu' une utilisation réglementée et contrôlée de ressources naturelles seraient autorisées. Ainsi, l'on aura à la fois satisfait aux exigences concernant les domaines de compétence de l'ICCN et à celles se rapportant aux objectifs des Réserves de biosphère.

Du point de vue institutionnel, la structure d'établissement public d'intérêt communautaire proposée comprendrait deux organes : *(i) le Comité de pilotage, constituant l'instance de prise de décision et d'orientation. Ses domaines de compétence, sa composition et la périodicité des rencontres doivent clairement être précisés dans un texte juridique. Idéalement, il devra être multipartites, incluant les représentants des parties en présence et intéressées et, présidé par un président démocratiquement élu parmi les acteurs ; (ii) le Conseil de Direction est présidée par l'Administrateur délégué général de l'ICCN, localement représenté et assisté par un conservateur. Il est chargé de la mise en œuvre des orientations données par le comité de pilotage et en tant qu'organe d'exécution, il est responsable des activités de terrain et assure la coordination entre les programmes des partenaires. Ses responsabilités, sa composition et son fonctionnement devront également définis dans un texte juridique.*

Scanné avec CamScanner

Le MAB, tout comme l'INERA, participera au comité de pilotage. Plus particulièrement dans ce comité, le MAB pourra jouer le rôle de régulateur en s'assurant que les principes édictés pour la gestion d'une Réserve de biosphère sont bel et bien respectés. L'INERA quant à lui, continuera à mener des recherches et aussi pourrait faire bénéficier les populations riveraines des retombées de recherche, par la mise à disposition à ces dernières du matériel végétal amélioré et à haut rendement pour les principales spéculations agricoles dont il a la maîtrise, à savoir, le caféier, le cacaoyer, les fruits et bananes.

Le Comité de pilotage est constitué des représentants de l'Administration forestière (Ministère de l'Environnement), de l'Administration territoriale décentralisée (Province, District, territoires concernés), des ONG et Associations locales intéressées dans la conservation, des communautés locales et des projets d'appui opérant dans le site.

Le Conseil de Direction comprendra, outre le personnel de l'Administration en charge de la conservation des ressources naturelles, des représentants des projets d'appui financés par les bailleurs de fonds et des responsables des différents programmes opérationnels susceptibles d'être initiés localement.

L'organisation structurelle dans une telle approche suppose aussi un changement important en termes de la gestion du patrimoine immobilier du site que du personnel. Une entente devra être trouvée avec l'INERA pour une rétrocession à la structure à mettre en place, d'une partie du patrimoine immobilier, essentiellement des bâtiments, pour son fonctionnement.

Quant au personnel, une étude devrait être menée afin d'identifier dans le personnel actuel, qu'il soit du MAB ou de l'INERA, l'effectif à réformer pour les activités de conservation. Celui-ci devrait être alors repris par le nouvelle structure, afin de désengorger l'INERA de l'effectif pléthorique qui y existe.



Scanné avec CamScanner

CHAPITRE 5 : SCENARIO PRIVILEGIE ET PROGRAMME DE MISE EN ŒUVRE

A plusieurs égards par rapport aux objectifs de réhabilitation de ce site en tant qu'aire protégée, et de l'avis des personnes ressources contactées, c'est le scénario # 3, consistant en un changement radical dans le mode de gestion qui parait être privilégié.

Sa mise en application cependant requiert quelques préalables de procédure. Il s'agit notamment :

(i) de rechercher et obtenir un consensus sur le scénario le plus envisageable auprès des partenaires et acteurs intéressés;
(ii) de confirmer le statut de parc à l'aire centrale de la Réserve et de confier sa gestion, incluant l'aire de transition comprise dans les limites actuelles de la Réserve, à l'ICCN par un décret ;
(iii) d'arrêter un mode de fonctionnement instituant les deux comités souhaités à savoir le comité de pilotage et le conseil de direction (exécutif) sur la base des textes juridiques précisant leurs compositions et déterminant leurs domaines de compétence respectifs ;
(iv) de nommer un conservateur qui assumera en même temps la fonction de Directeur du Comité de Direction de la structure à mettre en place ;
(v) de déterminer le sort du personnel en place, qu'il soit du MAB ou de l'INERA : récupérer s'il y a lieu les valides compétents en fonction des besoins exprimés et remercier, en dédommageant les autres qui devront par ailleurs prioritairement bénéficier des projets d'appui au programme socio-économique à mettre en œuvre ;
(vi) d'élaborer un document stratégique d'invention, à l'instar d'un plan d'aménagement, pour une meilleure coordination et une synergie des actions des partenaires.

De façon ramassée, il y a lieu de considérer l'ensemble de ces actions à l'intérieur de deux phases ci-après :

Phase 1, *dite de « réformes »*, inclut les cinq premières actions susmentionnées. Cette phase doit être de préférence brève et exécutée endéans une année au maximum.

Phase 2, *dite de « mise en œuvre et de consolidation des réformes envisagées »*. Il s'agit d'une phase cruciale qui conditionnera l'avenir de la Réserve, que ce soit en termes de la crédibilité de ses gestionnaires et que de celui de la réussite des programmes socio-économiques et de réhabilitation à mettre en place. Elle requière une confiance mutuelle des acteurs pour créer une synergie ainsi qu'une complémentarité des interventions des partenaires. C'est aussi la phase durant laquelle il faut faire rayonner les différents potentiels offerts, en termes économiques et scientifiques, par cette Réserve au-delà des limites nationales afin de susciter la création des partenariats avec des institutions extérieures

Scanné avec CamScanner

intéressées dans la conservation des ressources naturelles, la recherche et l'éducation en milieux naturels.

Les tableaux de programmation ci-après donnent pour chacune de ces deux phases, les actions prioritaires, les responsabilités et les résultats à terme attendus.

Scanné avec CamScanner

Tableau 1 : Synthèse du programme de mise en œuvre de la phase 1 (1 an)

Activités	Intervenants principaux	Résultats attendus	Calendrier Trimestriel				Indicateurs	Source de vérification	Hypothèses
			1	2	3	4			
Obtention du consensus sur le scénario privilégié.	- Minenv - WWF/DRC - Parties prenantes	Un scénario de mise en œuvre est proposé.					Un atelier de partage sur le scénario est organisé dès le 3eme mois.	Rapport de l'atelier	Les partenaires sont suffisamment sensibilisés sur les réformes envisagées.
Mener les démarches pour ériger l'aire centrale de la Réserve en parc et confier la gestion à l'ICCN.	- Minenv - ICCN - MAB/RDC	Le statut de parc est reconnu à l'aire centrale.					Décret instituant l'aire centrale en parc et confiant sa gestion à l'ICCN.	Journal officiel	• Les leaders politiques de la province manifestent leur volonté politique et appuient le processus ; • Une entente est trouvée entre l'ICCN et le MAB.
Nommer un conservateur et instituer les comités de pilotage et le Conseil de direction.	- ICCN - Partenaires des projets d'appui - Communautés riveraines et locales	• Un conservateur est nommé ; • Une structure de pilotage et de direction est mise en place.					- Acte de nomination du conservateur - P.V. et compte rendu des réunions.	Archives	• l'ICCN intègre la gestion de la Réserve dans son programme ; • Un appui financier conséquent est alloué à l'ICCN.
Elaborer un plan d'aménagement et de gestion de la Réserve.	- ICCN - Partenaires d'appui.	Un plan d'aménagement et de gestion du site est produit et adopté					Document y relatif produit et opérationnel	Rapport d'activités	Des partenaires d'appui extérieurs se manifestent et adhèrent au programme.
Procéder à la démobilisation / récupération du personnel INERA et MAB	- Minenv/MAB - INERA - ICCN - Partenaires financiers	• Le personnel non essentiel de MAB et INERA est démobilisé, dédommagé et réinstallé ; • Les actifs compétents sont récupérés.					- Des réunions d'informations sont organisées - Les autorités concernées sont informées. - Un programme fonctionnel est mis en place.	- Rapports, PV et compte-rendus ; - Document de démobilisation et réinsertion.	Les partenaires financiers sont identifiés et appuient le programme.

Scanné avec CamScanner

Tableau 2 : Synthèse du programme de mise en œuvre de la phase 2 (5 ans)

Activités	Intervenants principaux	Résultats attendus	Calendrier quinquennal					Indicateurs	Source de vérification	Hypothèses
			1	2	3	4	5			
Réhabilitation des infrastructures sociales	- Bailleurs de fonds - Nouvelle structure de gestion	• Les infrastructures sociaux sont réhabilitées ; • Le site est électrifié ; • Les routes sont remises en état						- Nombre de contrats signés avec les entrepreneurs.	Contrats de réalisations des travaux	Les bailleurs de fonds sont sensibilisés pour financer la réhabilitation des infranstructures.
Formation et mise à niveau du personnel	- ICCN - Partenaires financiers	• Les besoins en renforcement des capacités sont identifiés et traduits en programme; • Des sessions de formation adaptées sont organisées.						- Nombre de personnes formées par an ; - Taux de participation aux stages, séminaires et ateliers de formation.	Rapports et comptes rendus des sessions de formation.	Le fichier sur les compétences du personnel en place est mis à jour.
Mise en place des plates formes de gestion participative et de concertation	- ICCN - MAB - Partenaires des projets d'appui	• Les partenaires sont identifiés ; • Des comités villageois sont constitués et fonctionnels • Des conventions de collaboration sont signées.						- Nombre des réunions tenues ; - Nombre de conventions de collaboration signées, - Nombre de comités villageois crées.	P.V., comptes rendus et rapports d'activités	La structure de gestion en place et les partenaires collaborent.
Renforcement des capacités locales de gestion	- Gouvernement - Partenaires financiers - ICCN	• Un appui logistique et matériel est acquis ; • Les patrouilles sont organisées dans le cadre de contrôle et de surveillance.						- Taux de réalisation par rapport aux besoins exprimés et aux objectifs ; - Hauteur des budgets alloués par rapport à une situation de référence ; - Taux d'augmentation de recettes locales p/r à une situation de référence.	Rapports d'activités	• Les partenaires retrouvent confiance à la structure de gestion en place. • L'Etat exprime une volonté politique pour la réhabilitation de ce site.

Scanné avec CamScanner

Promotion des activités socio-économiques et de développement rural en faveur des communautés riveraines et locales.	- ICCN - Partenaires financiers - ONGs.	• Conditions de vie des populations riveraines s'amé-liorent ; • La pression sur les ressources natu-relles diminue.						- Les revenus moyens des ménages augmentent de x % après x années ; - Le nombre d'infractions diminue de x % après x années.	Rapports d'activités	Il se recrée un climat de confiance qui incite à la mise en route des programmes sociaux.
Poursuite de la recherche et monitoring	- ICCN - Partenaires de la recherche - Institutions d'enseigne-ment	• Des nouveaux par-tenariats dans la recherche sont nés. • Un système de capitalisation et de valorisation des résultats de recherche est mis en place						- Taux d'augmentation de thèmes de recherche et de chercheurs	Rapports d'activités	

Scanné avec CamScanner

CONCLUSION

L'importance de la Réserve de Luki en tant qu'aire protégée est à la fois liée à sa superficie et à sa richesse et aussi, à sa localisation dans un territoire forestièrement appauvri.

L'absence d'un cadre gestion intégrée y a laissé place à une exploitation anarchique et désordonnée des ressources de la Réserve.

L'approche actuelle de gestion a semblé privilégier la répression au détriment de la concertation, sans tenir compte des besoins légitimes des populations.

Face à la faiblesse des moyens de fonctionnement alloués dans la gestion, cette approche n'a pas permis d'assurer l'intégrité de la Réserve. Au contraire, il a favorisé des pratiques non durables d'exploitation des ressources et l'intrusion des populations qui y ont installé des villages, en plus des enclaves anciennement reconnues.

La réhabilitation de cette Réserve requiert à la fois une volonté politique manifeste de la part de l'autorité, lui confiant un statut juridique reconnu d'aire protégée et une détermination pour appuyer les différentes réformes proposées.

La création d'un climat favorable, garanti par les pratiques de bonne gouvernance, est susceptible d'attirer les partenaires, nationaux et internationaux, pour investir dans les programmes de conservation et de développement qui pourront être proposés.

La prise en compte des parties en présence dans la gestion de ce site est une condition nécessaire pour garantir un développement durable des populations riveraines de cette aire et aussi, son intégrité et la pérennité des ressources présentes.

Enfin, la réussite des réformes envisagées dépendra de la faculté, aussi bien des institutions que des personnes intéressées actuellement dans la gestion de cette aire, à transcender la logique des humains consistant à s'opposer coûte que coûte contre de grands changements et bouleversements, même si ces derniers devraient être bénéfiques et réparateurs.

Scanné avec CamScanner

Annexe 1 : Extrait de l'arrêté ministériel n° 033/CM/ECN/92 du 14 janvier 1992 portant création du Programme sur l'homme et la biosphère en République Démocratique du Congo.

Titre I : DES DISPOSITIONS GENERALES

Article 1er :

Il est crée au sein du Ministère de l'Environnement, Conservation de la Nature, Eaux et Forêts un programme sur l'Homme et la Biosphère, dénommé Programme MAB/ZAÏRE.

Article 2 :

Le Programme MAB/ZAIRE a pour mission :

- d'effectuer toute étude et de promouvoir toute activité de recherche et de formation touchant aux impacts des activités humaines sur l'environnement ;
- de contribuer à la création des Réserves de la Biosphère ;
- d'étudier, proposer et appliquer les mesures propres à assurer la protection des Réserves de la Biosphère ;
- de promouvoir, encourager et assurer la formation des chercheurs en matière des sciences de l'environnement ;
- de diffuser les connaissances relatives aux questions environnementales ;
- de promouvoir, en concertation avec les autres organismes tant publics que privés, l'éducation relative à l'environnement ;
- de maintenir et développer une collaboration scientifique et technique avec les organismes nationaux et internationaux poursuivant les activités dans le domaine des sciences de l'environnement.

Scanné avec CamScanner

Annexe 2 : Projet de convention de collaboration relative a la gestion des réserves de la biosphère entre l'INERA et le MAB préparé en avril 1996

CONVENTION DE COLLABORATION RELATIVE A LA GESTION DES RESERVES DE LA BIOSPHERE

Entre : Le Ministère de l'Environnement, Conservation de la Nature et tourisme, tuteur Programme sur l'Homme et la Biosphère au Congo Programme MAB-CONGO, sis 15, avenue Papa Ileo à Kinshasa/Gombe, représenté par Monsieur le Secrétaire Général à l'environnement et Conservation de la Nature et Vice-Président du Comité National MAB/CONGO, ci-après dénommé « Service Public de l'Etat » ;

Et : L'Institut National pour l'Etude et la Recherche Agronomiques en abrégé INERA, sis 13, avenue Papa Ileo à Kinshasa/Gombe, représenté par son Président Délégué Général, ci-après dénommé « Entreprise Publique ».

Préambule

Considérant le besoin crucial relatif à la mobilisation de toutes les ressources humaines, techniques, matérielles et financières ainsi que les compétences scientifiques en vue de la sauvegarde de l'intégrité et de la pérennité de la Réserve de la Biosphère de Luki et de la gestion rationnelle de ses ressources naturelles ;

Vu l'état actuel de la forte dégradation de la Réserve causée entre autres par les planteurs tout venant (métayers illicites), le braconnage, l'installation des villages illicites, les ventes illégales des lopins de terre, les exploitations forestières pirates (sciage de long et coupe de bois par les sociétés d'exploitation forestière) les travaux de carbonisation, les défrichements agricoles intensifs et autres ;

Vu l'arrêté Royale n° 5/Agri du 12 janvier 1937 portant création de la Réserve forestière de Luki en vue de la sauvegarde des ressources fauniques et floristiques et de la réalisation des opérations de développement rural intégré et confiant sa gestion à l'INEAC (Institut National d'Etudes Agronomiques du Congo), actuellement INERA 'Institut National pour l'Etude et la Recherche Agronomiques) ;

Vu les ordonnances n°s 7.-061 et 75-211 publiées respectivement en date du 11 mars 1970 et du 04 mai 1978 portant modification de l'arrêté Royal du 22 décembre 1939 créant l'INEAC (Institut National d'Etudes Agronomiques du Congo)

Scanné avec CamScanner

sous l'appellation INERA (Institut National pour l'Etudes et la Recherche Agronomiques) ;

Vu l'Ordonnance n° 82-040 du 03 novembre 1982 rattachant au Ministère ayant la Recherche Scientifique dans ses attributions l'INERA, une Entreprise Publique à caractère scientifique et technique régie par la loi n° 78-002 du 08 janvier 1978 et dont la mission est de promouvoir le développement scientifique de l'agriculture au Congo par la réalisation de toutes les activités de recherches et expérimentations agronomiques appliquées, de formation des chercheurs et techniciens qualifiés, par la mise en œuvre des accords avec des organismes nationaux et internationaux de recherche agronomique et de renforcement de la capacité de diffusion et de transfert des résultats de recherches agronomiques et de nouvelles techniques agricoles auprès des producteurs et des éleveurs.

Attendu que l'Ordonnance n° 75-233 du 22 juillet 1975 fixant les attributions du Département (Ministère) de l'Environnement, Conservation de la Nature et Tourisme et complétant l'Ordonnance n° 69-146 du 1er août 1969 confère au Ministère de l'Environnement, Conservation de la Nature et Tourisme la mission de créer et de gérer les réserves naturelles intégrales et quasi-intégrales (Parcs nationaux, Réserves de chasse, Réserves de pêche, Réserves des eaux aquatiques), les écosystèmes des eaux et des forêts (Réserves forestières, Réserves de la Biosphère, exploitation des ressources fauniques et floristiques, pêche, chasse, forêts), les Jardins Zoologiques et Botaniques, promouvoir les activités ayant trait au tourisme et à l'hôtellerie par les moyens appropriés et coordonner toutes les activités relatives à l'environnement.

Considérant l'adhésion en 1975 de la République Démocratique du Congo au Programme sur l'Homme et la Biosphère, en sigle Programme MAB-UNESCO dont la mission est de concilier la conservation des ressources naturelles, le développement durable et la participation des populations locales par la promotion et le développement des connaissances scientifiques, la formation d'un personnel qualifié afin d'aborder les problèmes pratiques en rapport avec les interactions entre l'utilisation et la conservation des ressources naturelles et les systèmes sociaux.

Considérant l'Accord-Cadre signé en 1978 entre l'Organisation des Nations-Unies pour l'Education, la Science et la Culture (UNESCO) et le Gouvernement de la République Démocratique du Congo représenté par le Ministère de l'environnement, Conservation de la Nature et Tourisme, tuteur du Comité National MAB/CONGO en vue de la mise en œuvre du projet pilote intitulé « Etude de systèmes rationnels d'utilisation des forêts tropicales humides de Yangambi dans une perspective de développement rural intégré, visant l'intensification de la mise en valeur des ressources et le rendement soutenu dans le cadre du Programme Intergouvernemental MAB et l'UNESCO/PNUE pour le développement des projets pilotes écologiques dans les zones de forêts tropicales (Projet

Scanné avec CamScanner

UNEP/UNESCO FP 1101-76-001) destiné à promouvoir la recherche et la formation locale, la gestion rationnelle des forêts tropicales et des écosystèmes boisés et le développement des populations autochtones.

Considération l'Arrêté Ministériel n° 033/CM/ECN/92 du 14 janvier 1992 portant création du Programme sur l'Homme et la Biosphère au Congo, Programme MAB/CONGO dont la mission est de réaliser et promouvoir toute activité de recherche et de formation relative aux interactions entre les activités humaines et les systèmes écologiques, de créer et gérer les Réserves de la Biosphère, d'assurer la formation des chercheurs et diffuser les connaissances concernant l'intégration de la conservation de l'utilisation des ressources naturelles et l'amélioration des conditions d'existence des populations locales.

Attendu que la gestion de la Réserve de la Biosphère de Luki a été confiée au Programme MAB/CONGO en 1970 après sa reconnaissance sur le plan International par l'UNESCO comme une aire protégée faisant partie du patrimoine de l'humanité et de ce fait, elle requiert une protection efficace conformément aux normes de l'UNESCO régissant le réseau mondial des Réserves de la Biosphère et à la réglementation congolaise relative à la conservation de la nature et ses ressources appuyées par le plan de gestion élaboré par le SPIAF.

Considérant l'Accord de principe marqué par les autorités du Ministère de l'Environnement, Conservation de la Nature et Tourisme lors de la remise et reprise intervenu en 1980 entre le Programme MAB/CONGO. Projet MAB/LUKI et la Station INERA/LUKI pour que l'INERA poursuive la réalisation de ses activités de recherche sur le café, le cacao, les cultures vivrières et d'autres ressources phytogénétiques dans certaines zones (blocs) de la Réserve de la Biosphère de Luki, lui accordée par le Programme MAB/CONGO.

Attendu que l'INERA exprime son désir d'apporter dans le strict respect de la réglementation en vigueur sa contribution technique (matérielle et ressources humaines) et financière à la mise en œuvre de diverses activités de conservation des ressources naturelles de la Réserve de la Biosphère de Luki.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Le Programme MAB/CONGO et l'INERA s'engagent à maintenir une coexistence pacifique et à établir une étroite collaboration entre eux en vue de la sauvegarde de la pérennité et l'intégrité des ressources naturelles de la Réserve de la Biosphère de Luki et de la réalisation de diverses activités de développement en faveur des populations locales par le biais du Projet terrain MAB/LUKI et la Station INERA/LUKI.

Scanné avec CamScanner

Article 2 : La gestion des ressources naturelles de la réserve de la Biosphère de Luki relève de la compétence du Programme MAB/CONGO, un service spécialisé du Ministère de l'Environnement, Conservation de la Nature et Tourisme.

Article 3 : Le patrimoine immobilier de la Station INERA/LUKI (maisons d'habitation, bâtiments administratifs (bureaux) herbarium, séchoir, bibliothèque, divers appareils et matériels du parc climatologique, garage, divers meubles) demeure sous la gestion de l'INERA.

Le patrimoine immobilier et mobilier du Projet terrain MAB/LUKI est constitué par les biens meubles et immeubles acquis par ce Projet après 1979.

Article 4 : Les enclaves et les ressources naturelles qu'elles regorgent font partie intégrante de la Réserve de la Biosphère de Luki et sont gérées par le Programme MAB/CONGO. Aucune activité industrielle (prospection et exploitation de bois d'œuvre, extraction minière) ne peut y être tolérée.

Toutefois, les habitants des enclaves peuvent disposer des terres pour les activités de subsistance (agriculture vivrière, agriculture de rapport, élevage, carbonisation, récolte de bois de chauffage et d'autres menus produis forestiers) sous la supervision et l'encadrement du Projet terrain MAB/LUKI.

Article 5 : Les essais de cacao, de café, de riz, de bananes et fruits, les plantations de cacao et café et les pépinières installés dans les différentes zones (blocs) de la Réserve de la Biosphère de la LUKI sont une propriété de l'INERA qui y poursuit ses recherches et expérimentations agronomiques.

Article 6 : Les anciens essais de la Réserve dont les activités ont porté sur la foresterie (essais sylvo-bananiers, essais sylvo-cacaoyers, essais de régénérations naturelles, essais d'implantation de différents matériels, parcs et blocs forestiers, arboreta) ont été cédés au Programme MAB/CONGO au regard des objectifs lui assignés et des attributions du Ministère de sa tutelle.

Article 7 : Le Projet terrain MAB/LUKI réalise des activités ayant trait à la surveillance continue de la Réserve de la Biosphère de Luki par l'organisation de multiples patrouilles dans diverses zones (blocs) de cette aire protégée, l'exécution de certaines études et recherches en vue d'assurer la gestion et l'exploitation durable des ressources naturelles de la Réserve.

Scanné avec CamScanner

Il s'occupe également de la supervision et l'encadrement des activités entreprises par les métayers dans la Réserve de la Biosphere de Luki ainsi que celles des habitants des enclaves et villages installés dans la Réserve.

La mise en œuvre des activités relatives à la relance de l'agro-foresterie, au reboisement des zones dégradées de la Réserve, à l'éducation mésologiques, à la lutte contre le braconnage et les coupes illicites de bois et au développement rural s'inscrit dans le cadre de l'accomplissement de la mission confiée au Projet terrain MAB/LUKI dans la Réserve de la Biosphere de Luki.

Article 8 : En attentant la mise en œuvre du plan de gestion de la Réserve de la Biosphère de Luki conçu conformément aux normes de l'UNESCO et complété par le plan d'aménagement élaboré en 1987 par le SPIAF ainsi que sa révision suite aux recommandations de la Conférence des Nations Unies sur l'Environnement et le Développement (CNUED), le Projet terrain MAB/LUKI accordera à la Station INERA/LUKI des nouvelles concessions dûment délimitées dans les blocs 10, 9 et 8 de la Réserve en vue de l'installation de nouveaux essais de recherche agronomique.

Article 9 : Le Projet terrain MAB/LUKI et la Station INERA/LUKI travailleront de concert en vue d'inciter la participation active des populations locales aux diverses activités relatives à la gestion de la Réserve de Luki et à l'amélioration de leurs conditions de vie par la diffusion des résultats des recherches scientifiques et par l'organisation des séminaires et campagnes de sensibilisation et de vulgarisation des semences et races animales domestiques des techniques appropriées d'agroforesterie et de reboisement.

Article 10 : En attendant la réalisation des travaux de constructions des bâtiments administratifs et des maisons d'habitation du Projet terrain MAB/LUKI, la Station INERA/LUKI mettra à sa disposition deux bâtiments à la Station pour abriter le bureau du Chef de Projet et le service administratif et technique, deux villas qui serviront des maisons d'habitation au Chef de Projet et aux Chercheurs, 10 maisons au camp des travailleurs destinées au logement des agents du Projet terrain MAB/LUKI.

Article 11 : La Station INERA/LUKI est d'accord de mettre à la disposition du Projet terrain MAB/LUKI sa bibliothèque, son service climatologique, son herbarium, son séchoir, son service de communication en vue de lui faciliter la collecte des données bibliographiques, des données

Scanné avec CamScanner

climatologiques, l'inventaire des spécimens des plantes récoltées et la transmission des messages phoniques à la hiérarchie.

Article 12 : Le Projet terrain accepte d'entreprendre avec la collaboration de la Station INERA/LUKI certains thèmes de recherche de recherche interdisciplinaire et diverses autres activités qui impliquent leur concours respectif. Pour ce faire, ils peuvent utiliser conjointement leur personnel scientifique et technique, leur matériel roulant et équipement après concertation des responsables de ces deux services.

Article 13 : Les différents travaux d'entretien général des routes et des quartiers résidentiels de la Station de la Réserve seront effectués par les deux Parties.

L'utilisation d'un agent par l'une des parties requiert une autorisation préalable de ses chefs hiérarchiques.

Article 14 : Le Projet terrain MAB/LUKI, gestionnaire de la Réserve de la Biosphère de LUKI est responsable de la réalisation des travaux de réfection des routes et ponts de la Réserve et de travaux de construction et d'entretien des postes de patrouille dans la Réserve. La contribution de l'INERA à la réalisation de ces travaux consistera à l'exécution des travaux de réfection des routes et ponts dans les zones (blocs) de la Réserve où l'INERA entreprend ses diverses activités de recherche et expérimentation agronomiques ainsi qu'à la supervision des travaux confiés à des entreprises publiques ou privées.

Article 15 : L'entretien des maisons et des locaux ainsi que leurs équipements seront effectués par les services respectifs qui les occupent à savoir le Projet MAB/LUKI et la Station INERA/LUKI.

Article 16 : Les travaux revêtant un intérêt communautaire tels que travaux de construction des écoles, des dispensaires, d'adduction d'eau potable, d'électrification de la Station seront réalisés par les deux Parties. La contrepartie de chaque institution sera déterminée après l'exécution des études de faisabilité.

Article 17 : Toute personne morale ou physique ne faisant pas partie du personnel du Programme MAB/CONGO ou de l'INERA qui désire entreprendre des recherches ou expérimentations dans la Réserve de la Biosphère de Luki devra au préalable adresser une demande

Scanné avec CamScanner

d'autorisation de recherche jointe du projet de recherche au Secrétariat du Comité National MAB/LUKI.

Article 18 : Toute activité de carbonisation réalisée dans les zones (blocs) de la Réserve de la Biosphère de Luki autres que les zones des enclaves (Kiobo, Kimbuya, Sumba-Kituti, Sukuti) de la Réserve est considérée comme un empiétement aux ressources naturelles de cette aire protégée.

Les populations résidant dans les enclaves et les villages licites de la Réserve de la Biosphère peuvent procéder au ramassage de bois de chauffage et autres menus produits forestiers (plantes) alimentaires sauvages, fourrage, plantes médicinales, toxines, produits aromatiques, fibres, produits ornementaux, insectes) pour assurer leurs subsistance.

Article 19 : Toute activité de chasse des mammifères, oiseaux, reptiles et pêche devra être soumise à une réglementation appropriée aux Réserves de la Biosphère.

Article 20 : Au cas où les besoins locaux du Projet terrain MAB/LUKI et de la Station INERA/LUKI nécessitent un prélèvement de bois pour la fabrication des meubles (équipement des bureaux et maisons), des cercueils, la réfection des ponts et caniveaux, ces services respectifs devront chacun introduire des demandes de permis de coupe de bois auprès des autorités hiérarchiques du Ministère de l'Environnement, Conservation de la Nature et Tourisme.

Les habitants des enclaves et villages licites de la Réserve de la Biosphère de Luki soumettront leurs requêtes relatives à la coupe de bois pour la satisfaction de leurs besoins locaux au Responsable du Projet terrain MAB/LUKI qui les transmettra à la Coordination Provinciale de l'environnement et Conservation de la Nature du Bas-Congo et au Secrétaire National MAB/CONGO qui, après avis et considération, les soumettront aux autorités compétentes du Ministère de l'environnement, Conservation de la Nature et Tourisme pour octroi de permis de coupe.

Article 21 : Toute activité ayant au sciage de bois mort ou à la récupération du bois abandonné dans la réserve de la Biosphère de Luki devra être soumise à la réglementation relative à la conservation de la nature et ses ressources et à la législation forestière en vigueur en République Démocratique du Congo.

Scanné avec CamScanner

Toutefois, étant donné que la décomposition des bois morts ou abandonnés et d'autres organismes morts contribuent au processus de recyclage de la matière des écosystèmes et à leur restauration, il est préférable de laisser ces bois morts ou abandonnés subir le processus de dégradation et de recyclage.

Article 22 : En cas de litiges qui pourraient résulter de la présente Convention de collaboration, le Projet terrain MAB/LUKI et la Station INERA/LUKI tenteront de trouver une solution à l'amiable par la voie de négociation, de concertation et de consensus, voie par laquelle seront traitées d'autres matières non abordées par le texte de la présente Convention.

A défaut de conciliation, les deux Parties pourront saisir les autorités hiérarchiques compétentes.

Article 23 : La présente Convention de collaboration est signée pour une durée indéterminée.

Néanmoins, les deux Parties procéderont à sa révision chaque fois que la nécessité se fera sentir.

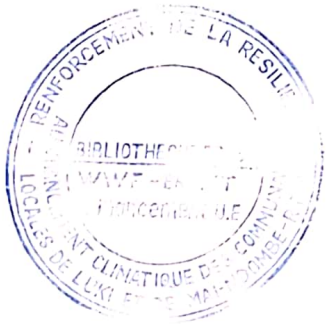
Fait à Kinshasa, le

POUR LE MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

POUR LE MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, CONSERVATION DE LA NATURE ET TOURSIME

LE PRESIDENT DELEGUE GENERAL,

LE VICE-PRESIDENT DU COMITE NATIONAL MAB/CONGO ET SECRETAIRE GENERAL



Scanné avec CamScanner

Annexe 3 : Copie conforme de la lettre du Ministre de Recherche Scientifique concernant la délimitation de la concession INERA dans la Réserve de LUKI

MOUVEMENT POPULAIRE DE LA REVOLUTION

REPUBLIQUE DU ZAÏRE
DEPARTEMENT DE LA RECHERCE SCIENTIFIQUE
LE COMMISSAIRE D'ETAT

Kinshasa, le

N/Réf. : ESURS/CAB/CE/12/259/7/86.
V/Réf. : 1234/CCE/ECNT/86-BPDG/209/PDG ai/I.

A Monsieur le Président Délégué Général
de l'Institut National pour l'Etude et la
Recherche Agronomique « INERA »
à **KINSHASA/GOMBE**

Monsieur le Président Délégué Général,

Suite aux deux lettres dont références en marge, échangées entre le Commissaire d'Etat à l'Environnement, Conservation de la Nature et tourisme et vous, j'ai l'honneur de vous demander d'entrer sans plus tarder, en contact avec le responsable du MAB-ZAÏRE pour préparer une convention de collaboration entre le MAB et l'INERA dans le sens de la convention que vous avez signée avec le RAV.

Je vous rappelle que la station forestière de LUKI a été maintenue dans le réseau des stations INERA par le Conseil Exécutif en sa réunion du 28 juin 1985. la réserve de LUKI demeure dans le patrimoine de l'INERA. Il vous appartient donc de protéger contre toute dégradation quels qu'en soit les auteurs. C'est à cause de l'importance écologique de cette réserve, créée par l'INERA que le programme de l'UNESCO MAN AND BIOSPHERE » en a fait une Réserve de la Biosphère où le MAB-ZAÏRE a été autorisé à mener les travaux de Recherches.

Veuillez agréer, Monsieur le Président Délégué Général, l'expression de ma considération distinguée.

Le Commissaire d'Etat

Sé/-

MOKOLO WA POMBO

Copie certifiée conforme

Le Directeur de secteur

MUNDUNDU NDONAMBAH

Scanné avec CamScanner

Annexe 4 : Personnel local du Programme National MAB commis à la gestion de la Réserve de LUKI (Décembre 2004)

N°	Nom et Post-Nom	Matr.	Grade	Sexe	Niveau d'Etudes	Année d'engagement	Fonction
1.	KISITA LUFUMA	511.15	140	M	L2 Biologie	2000	Chef de projet
2.	MBIZI MBUMBA	4	210	M	A1	2003	Chargé de l'Adm.
3	NLANDU PANZU	N.U.	210	M	PP5	1987	Chargé des trav.For.
4.	NZUZI NGOMA	N.U.	210	M	A0 Agr.	2003	Chargé d'Agroforest.
5.	YANGA TSUMBU	N.U.	210	F	D6	1993	Chargé des trav.agric.
6.	LUSUAMU LEMENA	N.U.	220	M	PP5	1988	Secrétaire-Dactylo
7.	MUJINGA KANIKI	N.U.	220	M	D6	2003	Chargé de l'Adm.
8.	NSUNGU NSUNGU	N.U.	310	M	PP4	2002	Chauffeur
9.	KHONDE KIONGA	N.U.	310	M	PP4	1991	Garde forestier
10.	KUMBU BENGA	N.U.	310	M	PP4	1997	Garde forestier
11.	LELO DIWULU	N.U.	310	M	PP2	2003	Garde forestier
12.	LELO UMBA	N.U.	310	M	PP2	2003	Garde forestier
13.	MABIALA NGOMA	N.U.	310	M	PP2	1995	Garde forestier
14.	MABIKA PANZU	N.U.	310	M	PP2	2004	Garde forestier
15.	MALANDA MOMBO	N.U.	310	M	PP2	1980	Garde forestier
16.	MAMANDA	N.U.	310	M	PP2	2004	Garde forestier
17.	TUSIMBANA	N.U.	310	M	PP2	2004	Garde forestier
18.	MAPHASI BAFUANGA	N.U.	310	M	PP2	1980	Garde forestier
19.	MAMBU MBUNGU	N.U.	310	M	PP1	2004	Garde forestier
20.	MATSUELA MATSUELA	N.U.	310	M	PP2	1997	Garde forestier
21.	MBENZA MAKONDA	N.U.	310	M	PP5	2004	Garde forestier
22.	MBUKU NSASI	N.U.	310	M	PP2	2000	Garde forestier
23.	MUANDA LELO	N.U.	310	M	PP4	2004	Garde forestier
24.	NGOMA MVUZA	N.U.	310	M	D6	2000	Garde forestier
25.	NKAMBU MBENZA	N.U.	310	M	PP2	2003	Garde forestier
26.	NLANDU MBONGI	N.U.	310	M	PP4	1997	Garde forestier
27.	NLANDU TSANA	N.U.	310	M	PP1	2003	Garde forestier
28.	NZAU LUSEMBO	N.U.	310	M	PP3	2003	Garde forestier
29.	NZITA KHONDE	N.U.	310	M	PP2	1984	Garde forestier
30.	NZITA NGOMA	N.U.	310	M	PP5	2004	Garde forestier
31.	TSHIMBA MENO	N.U.	310	M	PP1	2003	Garde forestier
32.	TSHIMBA PAMBU	N.U.	310	M	PP2	2003	Garde forestier
33.	TSHIOMBE MABUMBI	N.U.	310	M	PP4	1992	Garde forestier
34.	NZUZI PANZU	N.U.	310	M	PP1	2003	Garde forestier

Scanné avec CamScanner

Annexe 5 : Situation salariale (salaire et prime) des agents MAB/Luki en septembre 2004

N°	Nom et Post-nom	Grade	Salaire	Prime de brousse	Total
1	NLANDU PANZU	210	3.830,40	9.202,00	13.032,40
2	NZUZI NGOMA	210	3.830,40	9.202,00	13.032,40
3	YANGA TSHUMBU	210	3.830,40	9.202,00	13.032,40
4	LUSUAMU LEMENA	220	3.030,40	9.202,00	12.234,40
5	NSUNGU NSUNGU	220	3.030,40	9.202,00	12.234,40
6	KHONDE KIONDA	310	2.394,00	9.202,00	11.596,00
7	KUMBU BENGA	310	2.394,00	9.202,00	11.596,00
8	LELO DIWULU	310	2.394,00	9.202,00	11.596,00
9	LELO UMBA	310	2.394,00	9.202,00	11.596,00
10	LUKOMBO MBAKU	310	2.394,00	9.202,00	11.596,00
11	MABIALA NGOMA	310	2.394,00	9.202,00	11.596,00
12	MALANDA MOMBO	310	2.394,00	9.202,00	11.596,00
13	MAMBU MBUNGU	310	2.394,00	9.202,00	11.596,00
14	MBENZA MAKONDA	310	2.394,00	9.202,00	11.596,00
15	MUANDA LELO	310	2.394,00	9.202,00	11.596,00
16	NKAMBU MBENZA	310	2.394,00	9.202,00	11.596,00
17	NLANDU MBONGI	310	2.394,00	9.202,00	11.596,00
18	NLANDU TSANA	310	2.394,00	9.202,00	11.596,00
19	NSASA TENDE	310	2.394,00	9.202,00	11.596,00
20	NSONSA MAYUMA	310	2.394,00	9.202,00	11.596,00
21	NZAU LUSEMBO	310	2.394,00	9.202,00	11.596,00
22	NZITA KHONDE	310	2.394,00	9.202,00	11.596,00
23	NZITA NGOMA	310	2.394,00	9.202,00	11.596,00
24	NZUZI PANZU	310	2.394,00	9.202,00	11.596,00
25	TSHIMBA PHAMBU	310	2.394,00	9.202,00	11.596,00
26	ZEBE KIPIOKI	-	67.830,00	239.252,00	307.082,00
TOTAL					

Scanné avec CamScanner

Annexe 6 : Prime du Fonds de Reconstitution du Capital Forestier (FRCF) octroyée aux cadres et agents de Secrétariat MAB au mois de juin 2004

N°	Noms & Postnoms	Grade	Euro
01	MPEMBELE MUNZEMBA	130	60,00
02	BANDELE EGALENZIRO	140	45,00
03	GATA DIKULUKILA	140	45,00
04	KIDIMA AMBO	140	45,00
05	KIDINGI MAKONKO	140	45,00
06	LOMBE BOFANGA	140	45,00
07	MATANDA NGOI	140	45,00
08	MWEMA TSHIBIZUN	140	45,00
09	MIMBORC MUENDELE	140	45,00
10	MANSANGA MAKAYA	210	37,50
11	NGASIA LELA	220	30,00
12	LUBUNGU BODIAMA	220	30,00
13	YELA BARTHELEMY	220	30,00
14	FALANKA MAYIMBI	220	30,00
	S/TOTAL (I)		577,00
II. PROJET MAB/LUKI			
01	MASIALA MABIALA	140	45
02	NLANDU PANZU	210	18
03	YANGA TSHUNBU	210	18
04	LUSUAMU LEMENA	220	17
05	KHOTO M'VUMBI	220	17
06	KUMBU BENGA	310	13
07	MALANDA MOMBO	310	13
08	MAMBU MBUNGU	310	13
09	MABIALA NGOMA	310	13
10	MBENZA MAKONDA	310	13
11	MUANDA LELO	310	13
12	NGOMA NGOMA	310	13
13	NLANDU TSHANA	310	13
14	NZITA NGOMA	310	13
15	NZUZI PANZU	310	13
16	PHANZU MABIKA	310	13
17	TSHIMBA PHAMBU		
	TOTAL (II)		271,00

Scanné avec CamScanner

Annexe 7 : Situation de paie exercice 2004 pour le personnel de l'INERA/Luki

N°	Noms & post-noms	Matricule	Grade	Fonctions exercées	Salaire avant avril 2004	Salaire après avril 2004
1. Personnel Scientifique						
01	BOKEMBE MATOKO	7004020	AR-2	Chef de Station	3.511,00	19.097,90
02	NDUNGA LOLI	7002447V	AT-R	C.A.Cacao-Coordonnateur	4.788,00	40.340,30
	S/Total				8.299,00	59.438,20
2. Personnel Technique						
03	BAKU KUKAU	N.U.	TR	Attaché à l'Ant. GVRNO	3.192,00	6.703,60
04	DIYAVANGA PHAKU	N.U.	TR	Attaché à l'Ant. GVRN	3.192,00	6.703,60
05	KIYANDA KIYANDI	7003369	TR	Agronome A2 Café	3.192,00	5.745,60
06	MAYELA KUNZA	7004749	TR	Attaché à l'A.Fr.Ban.	3.192,00	5.745,60
07	MBALA MALAMBA	7003527	TR	Agronome A2 Manioc	3.192,00	6.703,60
08	NGEMBO TSHUMBU	7002691A	TR	Attaché à l'Intendance	3.192,00	6.703,60
09	NIMI NZAU	N.U	TR	Chargé du patrimoine	3.192,00	6.703,60
10	NLENZO HENRI	N.U.	TR	Technicien de rech.	3.192,00	6.703,60
11	NZEMBA LUABEYA	7002370S	TR	Agronome A2 Fruits	3.192,00	6.703,60
12	TSANGU TANGU	N.U.	TR	Attaché à l'Ant. CRP	3.192,00	6.703,60
13	TSEUSO MVUENDE	N.U.	TR	Responsable CRP	3.192,00	6.703,60
14	NGOMA NGOMA	N.U.	TRA	Agronome A2 Bananes	1.995,00	3.591,00
15	BAKU BAFWANGA	7004297	ATR	Agronome A3 Cacao	1663,00	2.992,50
	S/Total				38.770,00	77.449,10

Scanné avec CamScanner

3. Personnel Administratif						
16	KIEKO MAKAYA	7003891	CB	Chef de Bur. Intendance	4.788,00	10.055,50
17	NLANDU NSUELA	7004045	CB	Chef de Bur.Adm.&Fin.	4.788,00	10.055,50
18	BATUAMA BUNDANANGA	7002229H	AT-1	Infirmier	3.192,00	5.745,60
19	MVUNDA KINKELA	7002323N	AT-1	Infirmier	3.192,00	5.745,60
20	NLANDU THAMBA	7003809	AT-1	Chef de Cellule Admin.	2.527,00	5.745,60
21	MBAMBI NGOMA	7002381N	AT-2	Botaniste	1.995,00	4.547,60
22	TSIMBA PHANZU	7004193	AB-1	Secrétaire Admin.	1.995,00	3.591,00
23	TSASA TSASA	7002322N	AB-1	Caissier	1.995,00	3.591,00
24	MUAKA MUAKA	7004443	AB-1	Comptable	1.995,00	3.591,00
25	PHAMBU MASUKA	7002138	AB-1	Chargé du personnel	1.995,00	3.591,00
26	MBELE MATUNDU	7004099	AB-1	Chef de garage	1.995,00	3.591,00
27	MBONGI NSUNGU	7002499H	AB-1	Chauffeur mécanicien	1.995,00	3.591,00
28	LELO LUZOLO	N.U	AB-2	Auxiliaire Admin.	1.663,00	2.992,50
29	PHAMBU PHAMBU	N.U.	AB-2	Magasinier	1.663,00	2.992,50
30	DIBANDI BIVANGU	7004701	AB-2	Observateur Météo	1.663,00	2.992,50
31	KISTISA MABIALA	7002223X	AB-2	Manœuvre agricole	1.663,00	2.992,50
32	NLANDU NGOMA	7002438P	AB-2	Chauffeur	1.663,00	2.992,50
33	LELO BANSUNGA	7002325S	AB-2	Pépiniériste	1.663,00	2.992,50
34	MABUMBI NZUNGU	7002239Z	AB-2	Manœuvre agricole	1.663,00	2.992,50
35	MATUNDU NSOKI	7002242C	AB-2	Sentinelle	1.663,00	2.992,50
36	MAVUNGU NDELE	7002302C	AB-2	Manœuvre agricole	1.663,00	2.992,50
37	MBUMA MAYIMBI	7004144	AB-2	Maçon	1.663,00	2.992,50
38	BAMUENIKO MBODO	7002248P	AB-2	Manœuvre agricole	1.663,00	2.992,50
39	LELO PHOLO	7002156L	AB-2	Menuisier	1.663,00	2.992,50
40	MUANDA MBUEYA	7002001A	AB-2	Manœuvre agricole	1.663,00	2.992,50

Scanné avec CamScanner

41	NGIMBI DIWULU	7002158P	AB-2	Planton	1.663,00	2.992,50
42	MAMBIMBI LUSALA	7002431T	AB-2	Sentinelle	1.663,00	2.992,50
43	NTUTA MAYUKU	7002528E	AB-2	Chauffeur	1.663,00	2.992,50
44	PHANZU BUEYA	7002084R	AB-2	Menuisier	1.663,00	2.992,50
45	PHUATI KHONDE	7002177V	AB-2	Manœuvre agricole	1.663,00	2.992,50
46	SOTA YOBA	7002196A	AB-2	Capita général	1.663,00	2.992,50
47	THAMBA MANANGA	7002200K	AB-2	Manœuvre agricole	1.663,00	2.992,50
48	TSUMBU VITA	7002138P	AB-2	Manœuvre agricole	1.663,00	2.992,50
49	UMBA KIONGA	7002255A	AB-2	Manœuvre agricole	1.663,00	2.992,50
50	MANANGA MANANGA	7002147V	AB-2	Capita adjoint	1.663,00	2.992,50
51	MASUAMA TSASA	7002195A	AB-2	Grimpeur	1.663,00	2.992,50
52	NTOTO LUFUMA	7003528	AB-2	Observateur-Météo	1.663,00	2.992,50
53	MENO MANANGA	7003611	AA-1	Manœuvre agricole	1.397,00	2.514,60
54	BUNGA NGOMA	7002248P	AA-1	Manœuvre agricole	1.397,00	2.514,60
55	MUANDA KIONGA	7002175S	AA-1	Chauffeur	1.397,00	2.514,60
56	MBUANDI KIONGA	7002377C	AA-1	Manœuvre agricole	1.397,00	2.514,60
57	NKUEMBE MBAMBI	N.U.	AA-1	Manœuvre agricole	1.397,00	2.514,60
58	NGOMA NTUTU	7002394H	AA-1	Domestique	1.397,00	2.514,60
59	MBAMBI MAMANA	7002612V	AA-1	Sentinelle	1.397,00	2.514,60
60	MBENZA LELO	7002165A	AA-1	Commis	1.397,00	2.514,60
61	MASEVO MANANGA	7002516L	AA-1	Chauffeur	1.397,00	2.514,60
62	LONGO PHOLA	7004444	AA-1	Manœuvre agricole	1.397,00	2.514,60
63	MIZIDI THAMBA	7004145	AA-1	Manœuvre agricole	1.397,00	2.514,60
64	NUNZI MBENZA	7002591N	AA-1	Manœuvre agricole	1.397,00	2.514,60
65	NDONGISILA MUPEPELE	7004018	AA-1	Manœuvre agricole	1.397,00	2.514,60
66	LELO UMBA	N.U.	AA-2	Manœuvre agricole	1.197,00	2.514,60
67	KHASA MAYANDA	N.U.	AA-2	Manœuvre agricole	1.197,00	2.514,60

Scanné avec CamScanner

68	MBUKA PHIANGU	N.U.	AA-2	Manœuvre agricole	1.197,00	2.514,60
69	VANGU NSADI	N.U.	AA-2	Manœuvre agricole	1.197,00	2.514,60
70	NGOMA MBUNGU	N.U.	AA-2	Manœuvre agricole	1.197,00	2.514,60
71	NLANDU NZITA	N.U.	AA-2	Manœuvre agricole	1.197,00	2.514,60
72	NZUZI DIAMBU	N.U.	AA-2	Manœuvre agricole	1.197,00	2.514,60
73	MABIALA NGOMA	N.U.	AA-2	Manœuvre agricole	1.197,00	2.514,60
74	BABUTANA LELO	N.U.	AA-2	Manœuvre agricole	1.197,00	2.514,60
75	NDELE MAVUNGU	N.U.	AA-2	Manœuvre agricole	1.197,00	2.514,60
76	MBUMBA NGIMBI	N.U.	AA-2	Observateur-Météo	1.197,00	2.514,60
77	DIKISILA MAMANA	N.U.	AA-2	Manœuvre agricole	1.197,00	2.514,60
78	PHANZU BAKA	N.U.	AA-2	Manœuvre agricole	1.197,00	2.514,60
				S/Total	104.659,00	195.601,60
				Total Général	151.728,00	332.488,90

Scanné avec CamScanner



Annexe 8 : Principaux ouvrages consultés

1. Rapports de stage effectués par les étudiants de l'ERAIFT dans la Réserve de Luki en 2001.

2. Etude de la gestion des aires protégées en R.D.Congo, cas de la Réserve de biosphère de Luki - Mayombe. (Nsenga Ndjike, 2001, mémoire présenté à l'ERAIFT).

3. Valorisation des produits forestiers non ligneux (PFNL) dans la Réserve de biosphère de Luki - Bas Congo (Toirambe Bamoninga, 2001, mémoire présenté à l'ERAIFT).

4. Place et fonctions de la carte numérique dans la gestion de la Réserve de biosphère de Luki en R.D.Congo (Tunguni dia Mansoni, 2001, mémoire présente à l'ERAIFT).

5. Participation de la population locale à la gestion des ressources naturelles dans la Réserve de biosphère de Luki (R.D.Congo) : contraintes et perspectives pour un développement durable (cas de l'enclave de Tsumba Kituti), Gata Dikulukila, 2001, mémoire présenté à l'ERAIFT.

6. Aménagement de la Réserve de biosphère de Luki - SPIAF, Division Aménagement, DECNT, 1987.

7. La stratégie de Séville et le cadre statutaire du réseau mondial des réserves de biosphère, Unesco, Paris, 1996.

8. La solution du puzzle : l'approche écosystémique et les réserves de biosphère, Unesco, Paris 200.

9. Stratégie Mondiale pour la Conservation (SMC), UICN, 1980.

10. La Réserve de biosphère de Luki (Mayombe, Zaïre). Patrimoine floristique et faunistique en péril. Pendje, G et Baya, M, 1992.

11. Gestion des aires protégées au Cameroun : enjeux et problématique de conservation des ressources de la Réserve de biosphère du Dja. L. tonga, Z. Zooh et B.Sonke, 2000.

12. Etudes socio-économiques dans les villages riverains de la Réserve de biosphère de Luki. WWF, L. Nsenga, 2004.

Scanné avec CamScanner